

*l'Anti*capitaliste

N°135 | MAI 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



EXTRÊME DROITE ET FASCISMES EN EUROPE



L'AVÈNEMENT D'UNE
NOUVELLE GAUCHE



SUR LA NOUVELLE DONNE
GÉOPOLITIQUE À L'HEURE DE
LA GUERRE EN UKRAINE



IRLANDE DU NORD : CONTEXTE ET ENJEUX
DE LA VICTOIRE ÉLECTORALE INÉDITE
DU SINN FÉIN AUX LÉGISLATIVES

Sommaire

ÉDITORIAL

Penelope Duggan Défendre le droit à l'avortement contre les ultra-conservateurs étatsuniens **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Larrache L'avènement d'une nouvelle gauche **P4**

Cathy Billard Où va Lutte ouvrière ? **P8**

Édouard Soulier Quand les quartiers « s'en mêlent » **P11**

INTERNATIONAL

Pierre Rousset Sur la nouvelle donne géopolitique à l'heure de la guerre en Ukraine **P13**

Thierry M. Labica Irlande du Nord : contexte et enjeux de la victoire électorale inédite du Sinn Féin aux législatives **P16**

DOSSIER

Olivier Dussart Retour sur les théories classiques du fascisme **P19**

Checchino Antonini Italie : la galaxie fasciste **P23**

Janos Extrême droite – l'expérience hongroise **P27**

Ilya Budraitskis Russie : signes effrayants d'un avenir possible **P30**

LECTURES

Patrick Silberstein « Le fantôme stalinien ne s'est pas évaporé... il rôde sur la conscience de la possibilité d'un au-delà du capitalisme » **P32**

Henri Wilno La guerre sociale en France **P35**

FOCUS

Catherine Samary « De la solidarité avec l'Ukraine à la justice globale » **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une : Paris le 16 avril 2022, manifestation contre l'extrême droite, après les résultats du premier tour des présidentielles. © Photothèque Rouge /JMB



Catherine Samary raconte la construction du PCI, section française de la 4^e Internationale lors de l'hommage à Alain Krivine, à la Mutualité, le 30 avril 2022. © Photothèque Rouge /MILO.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

| Tarif standard | | |
|---|---------------|--------------|
| Revue mensuelle | 6mois 22euros | 1an 44euros |
| Revue + Hebdo | 6mois 50euros | 1an 100euros |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue mensuelle | 6mois 18euros | 1an 36euros |
| Revue + Hebdo | 6mois 38euros | 1an 76euros |

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

| Tarif standard | | |
|---|-----------------------|--|
| Revue + Hebdo | 25euros par trimestre | |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue + Hebdo | 19euros par trimestre | |

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Héléne Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Défendre le droit à l'avortement contre les ultra-conservateurs étatsuniens

PAR PENELOPE DUGGAN

Le 2 mai, la presse étatsunienne a révélé dans une fuite sans précédent un projet d'avis de la Cour suprême, « Dobbs v. Jackson Mississippi Women's Health Organization » remettant en cause le droit à l'avortement.

Les projets peuvent changer, mais le langage ne laisse aucun doute sur l'intention de la majorité ultra-conservatrice d'annuler l'arrêt historique de 1973 de Roe v. Wade. La décision rendrait l'avortement illégal dans au moins 26 États, dont 13 États qui ont des lois prêtes à entrer en vigueur si l'arrêt Roe tombe. Il s'agit d'un coup dévastateur qui ferait passer l'avortement d'un droit protégé au niveau fédéral à une question de droits des États, avec les conséquences les plus graves pour les femmes pauvres et de la classe ouvrière, les personnes trans, queer et non binaires qui peuvent être enceintes, et les personnes de couleur, qui seront de manière disproportionnée incapables de supporter le temps et le coût d'un déplacement hors de l'État pour obtenir un avortement, ou seront obligées de le faire illégalement.

Heureusement, comme en témoignent les premières manifestations, un nombre important de personnes sont horrifiées et indignées par la fuite du projet et ont conclu qu'une mobilisation massive dans les rues est nécessaire pour défendre Roe. Au cours de la semaine dernière, les manifestations d'urgence – dont beaucoup ont été convoquées au pied levé – ont été importantes dans de nombreuses villes, sans être massives – plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Chicago, à New York et même à Houston, au Texas (l'un des points de départ de ce combat).

UNE MENACE DE LA DROITE RADICALE

C'est ainsi que le 12 mai les militantes Haley Pessin et Natalia Tylin présentent la situation sur le site américain *Tempest*¹. Cette menace contre un droit fondamental des femmes, celui de décider du moment et de l'opportunité d'avoir un enfant, intervient peu de temps après des avancées significatives obtenues ailleurs sur le continent américain, en Argentine (2020), au Chili (2017) ou au Mexique (2021) qui ont légalisé ou dépénalisé l'avortement de manière plus ou moins partielle, suite à de grandes mobilisations de masses.

Une majorité de la population des États-Unis (69 %) soutient le jugement Roe vs Wade ; néanmoins, une Cour suprême de 9 personnes, reflétant la force du courant d'extrême droite fondamentaliste illustré par l'élection de Donald Trump en 2016, peut prendre cette décision. Les juges ne sont pas élus et ont un mandat à vie une fois nommés par le président en exercice.

Actuellement, trois ont été nommés par Trump, trois par George W. Bush et trois par les présidents démocrates Clinton et Obama. Mais leur décision se base également sur l'agitation efficace d'une base qui mobilise les fanatiques de l'accouchement forcé pour harceler régulièrement les patientes et le personnel à l'extérieur des cliniques et attaquer les décisions judiciaires au niveau local et des États.

LA NÉCESSITÉ D'UNE STRATÉGIE DE LUTTE

Les Démocrates au pouvoir n'ont pas tenu leurs promesses, ni sous Obama en 2009, ni sous Biden aujourd'hui et ne se mobilisent pas pour contrer les *pro-lifers* dans la rue. Ils adoptent une stratégie de défense legaliste. Ils se présentent néanmoins comme le parti pro-choix, et s'affichent aux côtés de grandes organisations libérales comme la Women's March et Planned Parenthood qui ont appelé à la journée nationale d'action du 14 mai. Des milliers de femmes à travers le pays ont manifesté avec des pancartes proclamant leur détermination à maintenir ce droit gagné dans le cadre des mobilisations de masse du mouvement des femmes des années 1970.

Le résultat de l'annulation de Roe ne serait pas la fin des avortements, mais la fin des avortements sûrs et accessibles. Des lois telles que la SB8 du Texas (qui permet à des citoyens privés de poursuivre les personnes qui cherchent à avorter et toute personne qui les aide à le faire) et la HB813 de Louisiane (qui permettrait aux procureurs d'accuser de meurtre les personnes qui obtiennent un avortement) sont conçues pour criminaliser les personnes qui ont accès aux moyens plus sûrs d'interrompre une grossesse non désirée tels que la pilule abortive ou de voyager dans un autre État. Le manque d'accès à l'avortement affecte toujours le plus les NoirEs, les pauvres et les travailleuses.

La bataille pour défendre le droit à l'avortement aux États-Unis n'est pas simplement importante pour toutes celles aux USA qui souhaitent pouvoir décider pour elles-mêmes – le résultat aurait aussi un impact sur les luttes des femmes sur le plan international – et montre encore une fois que les droits des femmes ne sont jamais gagnés et que les préserver et les étendre demande toujours une lutte acharnée. □

1) <https://www.tempestmag.org/2022/05/next-steps-to-regain-abortion-rights/>

L'avènement d'une nouvelle gauche

PAR ANTOINE LARRACHE

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, de recomposition de la gauche politique. Il faut en tirer toutes les conséquences, s'insérer dans cette bataille pour y faire avancer les idées révolutionnaires.

Les scores de Mélenchon sont sans appel. Il s'agit d'un vote de classe, avec 50, 55 voire 60 % de voix dans les quartiers populaires et un soutien massif, gagné par les positionnements contre Macron et l'extrême droite, les mots d'ordre sociaux et un discours renouvelé contre le racisme et l'islamophobie. Des dizaines de milliers de personnes se mettent à agir, même s'il faudra vérifier que cela se maintient sur la durée. Une phase s'est ouverte où des expériences massives ont lieu sur le terrain militant, certes électoral, mais qui n'est plus – à cette étape – limité aux appareils ossifiés de la gauche institutionnelle...

UN COURANT EN RUPTURE AVEC LES GESTIONS PASSÉES DU CAPITALISME

Nous n'observons certes pas un soulèvement de millions de personnes, mais « [la science veut] qu'on tienne compte de toutes les forces : groupes, partis, classes et masses agissant dans le pays, au lieu de déterminer la politique uniquement d'après les désirs et les opinions, le degré de conscience et de préparation à la lutte d'un seul groupe ou d'un seul parti¹ ». On doit analyser la situation à la lumière des rapports de forces globaux, à savoir la montée de l'extrême droite et du danger fasciste, la politique ultra-libérale et autoritaire de Macron et la faiblesse des mobilisations sociales.

Les marges de manœuvre qui permettaient un capitalisme paternaliste et redistributif se réduisent, malgré les – et à cause de – centaines de milliards investis pendant la crise sanitaire pour éviter le naufrage économique, et cela conduit à une usure intensive des appareils de gestion que sont le PS et LR.

L'hostilité des éditorialistes bourgeois montre que la classe dominante ne souhaite pas intégrer Mélenchon et la NUPES à la gestion de ses affaires.

Caroline Fourest fustige ainsi « ce qui sépare une gauche radicale, plutôt identitaire, hostile à l'Union européenne et à ses traités, et une gauche plus responsable, républicaine, laïque, universaliste². » Ce discours se combine à toutes les nuances d'une offensive raciste, de l'affaire Taha Bouhafs à la campagne contre l'autorisation du burkini à Grenoble, montrant à quel point le racisme est un outil pour attaquer les classes populaires et leurs représentations politiques.

LA TENTATIVE D'ACCORD ENTRE LE NPA ET LA NUPES

C'est dans ce contexte que le NPA a souhaité un accord avec l'Union populaire. Pour accompagner la reconstruction de la conscience de classe qui s'opère par le vote Mélenchon, pour agir à l'intérieur du mouvement réel et non pas en critique extérieure.

Cette démarche, inhabituelle chez nous, n'est pas nouvelle dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Dans *La maladie infantile*, Lénine défend une position similaire : « De ce que la majorité des ouvriers d'Angleterre suit encore les Kérensky ou les Scheidemann anglais ; de ce qu'elle n'a pas encore fait l'expérience du gouvernement de ces hommes, expérience qui a été nécessaire à la Russie et à l'Allemagne pour amener le passage en masse des ouvriers au communisme, il résulte [...], avec certitude, que les communistes anglais doivent participer à l'action parlementaire, doivent de l'intérieur du parlement aider la masse ouvrière à juger le gouvernement Henderson-Snowden d'après ses actes, doivent aider les Henderson et les Snowden à vaincre Lloyd George et Churchill réunis. Agir autrement, c'est entraver l'œuvre de la révolution, car si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la

classe ouvrière, la révolution est impossible ; or ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène, et jamais la seule propagande. »

L'accord proposé initialement par l'UP ressemblait d'ailleurs à ce que Lénine propose plus bas : « *Le Parti communiste propose aux Henderson et aux Snowden un "compromis", un accord électoral : nous marchons ensemble contre la coalition de Lloyd George et des conservateurs ; nous partageons des sièges parlementaires proportionnellement au nombre de voix données par les ouvriers soit au Labour Party, soit aux communistes (non aux élections, mais dans un vote spécial) ; nous gardons, pour notre part, la plus entière liberté de propagande, d'agitation, d'action politique.* »

Il s'agissait pour nous d'aider à la victoire d'une gauche recomposée, qui n'est pas perçue comme participant loyalement à la gestion du capitalisme, accompagner cette dynamique, nous lier à un milieu très large qui veut peser sur la situation, changer le rapport de forces et imposer des revendications sociales, pour prolonger cette dynamique dans la construction des luttes.

Hélas l'accord n'a pas pu se faire car la direction de l'UP a privilégié un accord avec le PS. Cela découle de la volonté, indiquée dès le début par la direction de l'UP de « construire une dynamique majoritaire ». Nous avons interprété naïvement – mais en politique la naïveté est une qualité, une forme d'optimisme de la volonté si elle ne se transforme pas en opportunisme – cette formule comme une volonté de conquérir la majorité à l'Assemblée, ce avec quoi nous étions d'accord, alors qu'on nous demandait en réalité d'être prêts à tout compromis avec ceux qui accepteraient Mélenchon comme Premier ministre. Cela a conduit à la recherche de compromis de plus en

plus à droite, d'abord avec EELV, puis avec le PS, tant sur le rapport de forces que sur les questions programmatiques.

L'ACCEPTATION DU CADRE DU SYSTÈME

Le programme de l'UP a été bâti sur la base des discussions au sein de groupes de travail, élaborés par des intellectuels réformistes radicaux, syndicalistes, chercheurs, militants, à partir de ce qu'ils analysent être les besoins sociaux. Il existe une distance entre ces derniers et ces militants, l'aristocratie ouvrière³ moderne, sincèrement préoccupés par les besoins sociaux des classes populaires mais bénéficiant néanmoins de conditions de vie plus favorables et étant plus intégrés au capitalisme par leur place dans la société. Ce rapport au système est concrétisé par le slogan « Mélenchon Premier ministre ». Ce mot d'ordre vise à conserver la dynamique électorale de la présidentielle. Mais cela opère une continuité entre la fonction présidentielle, hautement antidémocratique, et la recherche d'une majorité parlementaire, effaçant au passage les critiques subversives de la V^e République inscrite dans le programme de Mélenchon autour de la VI^e République. Exit la suppression de la fonction présidentielle, la proportionnelle intégrale, etc.

Lors des discussions programmatiques avec l'Union populaire, le NPA a proposé une augmentation uniforme des salaires. Cette proposition a été refusée avec le même motif que cela ne fait pas partie des prérogatives du Premier ministre, du gouvernement et de l'Assemblée, mais qu'il faudrait organiser une conférence sociale entre les syndicats et le Medef pour en parler...

Au fond, la transformation de l'UP en NUPES, sous pression des enjeux des législatives et de la volonté d'être crédibles dans ces élections, correspond sur le plan programmatique à un niveau supérieur d'acceptation du cadre institutionnel de la V^e République.

LE RAPPORT DE LA NUPES AUX LUTTES SOCIALES

L'Union populaire a réussi à fédérer une grande partie des militantEs des dernières luttes significatives : des figures des grèves de TUI, de l'Ibis Bagnolles, de la RATP par exemple, qui avaient pourtant créé dans l'action des liens avec l'extrême gauche. La plupart des intellectuels de la gauche radicale ont également rejoint les rangs de l'UP, contribuant d'ailleurs à



sa solidité programmatique.

Mais, en pratique, ce sont naturellement les couches supérieures qui dominent le Parlement de l'UP : enseignantEs, éluEs, permanents politiques ou syndicaux, car la place des travailleurs/ses du bas de l'échelle est mécaniquement réduite par la faiblesse des luttes sociales, et qu'ils et elles doivent faire face à l'impossibilité de libérer du temps pour s'investir dans les discussions stratégiques.

Cette tendance est renforcée par la méthode de constitution des candidatures pour les élections législatives : l'appareil naissant doit donner une place aux figures militantes qui se sont investies, qui animent les structures et aspirent à avoir une place dans l'animation politique que permet une place à l'Assemblée nationale. Ainsi, la NUPES n'échappe pas à la tendance habituelle dans les organisations de gauche à parachuter des figures dans des circonscriptions populaires, facilement gagnables, indépendamment d'équipes militantes qui pourraient exister. La caricature est encore plus forte quand les candidatures sont issues du Parti socialiste, voire des recyclages du macronisme.

Au point que des ruptures s'opèrent : Jérôme Lambert, opposé au mariage pour touTEs, a dû être écarté en Charente, tandis que plusieurs candidatures, dont celle de Hubert Julien-Laferrière dans la Rhône, permettent des candidatures alternatives soutenues par des secteurs du PCF et de la France insoumise. Mais le mal est fait vis-à-vis d'un collectif comme « On s'en mêle », qui constate que la place des candidatures et équipes

militantes issues des quartiers populaires a été fortement réduite⁴.

Les rapports aux militantEs issuEs des luttes sont donc contradictoires : d'un côté la NUPES se nourrit des luttes, leur donne la parole et est une occasion de donner confiance aux classes populaires pour en créer, de l'autre elle absorbe certainEs, en écarte d'autres, ce qui renvoie à la fonction intégrative de la démocratie bourgeoise, capable de faire entrer la contestation dans les institutions pour la sortir de la rue. Les jeux ne sont pas encore faits de ce point de vue, car il existe des contre-tendances, avec par exemple Danièle Simonnet qui explique en AG de circonscription qu'il faudra des luttes, que la NUPES gagne ou non, car « le système résistera », ou les paroles de Rachel Kéké, qui veut faire entrer la parole de celles et ceux d'en bas dans l'Assemblée.

L'APPAREIL D'ÉTAT ATTAQUE LA NUPES SUR DEUX FRONTS

Le premier est ainsi l'absorption de milliers de personnes dans la gestion quotidienne : les députéEs, les attachéEs parlementaires après les conseillers régionaux ou départementaux, les maires, les conseillerEs municipaux, sont autant de militantEs détachéEs de leur milieu, de leurs attaches collectives et de leurs combats. « La source du bureaucratisme réside dans la concentration croissante de l'attention et des forces du Parti sur les institutions

et appareils gouvernementaux⁵ [...] ». La radicalité attirée dans les institutions risque de s'y noyer.

Le second est l'entrée dans la danse du Parti socialiste et d'Europe Écologie Les Verts, qui a modifié la dynamique de la coalition électorale, son équilibre global. Les éluEs du PS et d'une grande partie des Verts constituent une force incontournable au sein de la NUPES, d'autant qu'ils sont les plus rodés à l'exercice. C'est le nombre de circonscriptions données au PS qui a provoqué concrètement la rupture des négociations entre le NPA et l'UP : tout pouvait se discuter en termes programmatiques à partir du moment où nous conservions notre indépendance, on pouvait également fortement rogner sur le nombre de circonscriptions qui nous étaient proposées⁶... mais proposer 70 circonscriptions au PS et 100 à EELV signifiait offrir un tiers des places aux courants sociaux-libéraux, les plus intégrés au capitalisme et à la gestion des affaires de la bourgeoisie, non seulement par le passé dans les gouvernements de Jospin et Hollande, mais aussi aujourd'hui dans de multiples collectivités locales. Donner autant de circonscriptions au PS, c'était garantir à l'appareil qu'il serait capable d'offrir des postes à son aile la plus droitière, à l'aile directement bourgeoise. D'ailleurs, Joël Aviragnet est très tranquillement adoubé candidat de la NUPES dans la 8^e circonscription de Haute-Garonne, alors qu'il fait partie du courant de Carole Delga, laquelle présente des candidatures dissidentes du PS face à la NUPES dans d'autres circonscriptions de la région !

Un gouvernement NUPES serait directement sous pression de ces courants sans lesquels il n'y aurait pas de majorité parlementaire, et par le biais de ministres. On retrouve peu ou prou dans cette discussion le mot d'ordre « dehors les ministres bourgeois » avancé traditionnellement par les trotskistes pour mettre en lumière les compromis réalisés par les organisations ouvrières avec le Parti radical, représentant d'une bourgeoisie de gauche, défenseur indéfectible de la propriété privée et de l'appareil d'État. L'intégration de la droite du PS à la coalition est comme un nœud coulant que l'UP a enroulé autour de son propre cou pour l'empêcher de mener son programme à terme. Comment désobéir à l'Union européenne en partageant le pouvoir avec

le PS ? Comment contrôler les hauts fonctionnaires et l'appareil de répression en ayant avec soi un courant qui est autant lié aux politiques libérales et répressives de ces dernières décennies ?

PESER SUR LA CRISE QUI S'ANNONCE

Les résultats possibles dans ces élections législatives sont multiples. Le plus probable est que Macron acquière une majorité pour continuer sa politique de destruction. La moins probable est que la NUPES obtienne la majorité, même si on ne peut pas écarter cette possibilité du fait de la dynamique militante qui existe de ce côté quand l'extrême droite semble ralentie par la défaite de la présidentielle et Macron en difficulté pour constituer un nouveau gouvernement. Une troisième étant une configuration inédite où il n'y aurait pas de majorité à l'assemblée. La pression serait alors maximale sur les éluEs PS et EELV de la NUPES pour constituer un gouvernement d'Union nationale avec Macron sous la pression de l'extrême droite. En tout cas, des événements importants se produiront dans les prochains mois, la polarisation entre les trois blocs – l'extrême droite, la gauche recomposée et le bonapartisme de Macron – étant la représentation d'une instabilité croissante de la situation et du fait que des conflits de classe aigus se préparent.

Pour les révolutionnaires, la victoire de la gauche serait un élément important pour aiguïser les contradictions de la situation et accélérer les clarifications. D'abord, nous ne sommes pas indifférents à une victoire ou une défaite de LREM aux législatives. S'il gagne, il démarrera sa politique de casse sociale. Alors que si la NUPES venait à gagner, ou au moins à empêcher Macron d'obtenir une majorité à l'Assemblée, l'initiative politique serait déplacée dans le sens des classes populaires – l'extrême droite et la bourgeoisie s'en retrouveraient désorientées.

Pour intervenir dans la situation, il faut partir d'une contradiction qui résume bien notre situation. Philippe Poutou est la deuxième personnalité la plus appréciée par les électeurs de gauche derrière Jean-Luc Mélenchon⁷... mais son score a été de 0,77 % à l'élection présidentielle. Nos capacités à regrouper, à entraîner, sont extrêmement limitées malgré la sympathie qui s'exprime autour de nous.

Après la campagne présidentielle, il y avait de plus un risque de s'enfermer

dans une logique d'auto-construction qui a déjà fait la preuve de son inutilité : par rapport à la LCR, nous avons connu un fort recul de l'intégration du parti au sein des masses, en perdant un grand nombre de militantEs insérés dans les organisations de masse – syndicats, associations comme le DAL, la FCPE, Act Up ou Agir contre le chômage, structures de soutien aux sans-papiers et toutes autres structures de quartiers, les structures de solidarité internationale, etc. elles-mêmes affaiblies – au détriment d'une connaissance des combats réels menés par le prolétariat. Notre activité se résume souvent à la propagande et à la participation – parfois même de l'extérieur – aux combats syndicaux.

Notre implantation risque de suivre une tendance à ce que des militantEs issuEs des couches intermédiaires ou supérieure de la société interviennent, de l'extérieur et en donneurs de leçons qui ne pratiquent pas par elles et eux-mêmes la lutte des classes, que ce soit dans les entreprises ou dans les quartiers populaires. C'est alors que se développe une vision idéologique de la politique, consistant à discuter politique à partir d'une analyse théorique éloignée de la réalité de la conscience, encourageant un langage militant réservé aux initiés, incapable de se lier aux masses et de répondre aux grandes questions politiques. Nous avons besoin d'un choc pour nous reconnecter aux préoccupations et aux modes d'action réelle des classes populaires.

Dans le 20^e arrondissement de Paris par exemple, nous tentons de nous intégrer à la campagne de Danièle Simonnet, qui combine des moments de débats collectifs avec un travail systématique de rencontre des habitantEs de ce quartier très populaire par les diffusions de tracts devant les écoles et le porte à porte le soir. Les militantEs de LFI essaient de reconstruire un tissu politique disparu avec la chute du PCF, avec des responsables d'immeuble, des rencontres dans les halls, au plus près de la population.

MENER LES BATAILLES POLITIQUES

Se lier au mouvement en cours ne doit pas conduire à nous dissoudre politiquement. Nous conservons notre programme révolutionnaire, notre conviction selon laquelle l'essentiel pour changer de société provient des mobilisations et de l'affrontement avec

l'État et la propriété, ce qui se retranscrit par la défense de différents mots d'ordre. Nous l'avons peu fait au niveau national (trop peu peut-être), car l'UP nous garantissait notre indépendance et notre droit d'expression. Nous avons préféré taper sur le point clé du rapport aux sociaux-libéraux, et donc sur le refus que le programme de l'UP soit dilué dans l'alliance avec le PS et EELV. Nous avons perdu cette bataille totalement inégale, mais nous avons réussi à expliquer notre position à une échelle large. Les milieux militants ont compris que le programme avait été rogné, particulièrement sur les retraites avec le renforcement de l'ambiguïté sur la possibilité de décotes dans le cadre de la retraite à 60 ans, sur le SMIC (même si Mélenchon a ensuite unilatéralement remonté le curseur à 1 500 euros...), sur le positionnement vis-à-vis de l'Union européenne. Ce dernier point est symptomatique : on nous a expliqué que puisque le programme est à réaliser sur une mandature de 5 ans, cela n'avait pas vraiment de sens de renforcer les éléments de rupture avec l'UE. Le respect du cadre institutionnel conduit inévitablement à des adaptations.

Mais surtout, nous n'avons pas été intégrés dans l'accord car l'UP a estimé que nous n'étions pas intégrables, qu'on ne pouvait pas nous discipliner. Il n'a jamais été question que Philippe Poutou se voit proposer une circonscription gagnable, car l'UP ne veut pas que s'exprime une politique trop différente de celle de sa direction. C'est pour des raisons similaires que le collectif « On s'en mêle » n'a pas été intégré, parce que l'UP voulait rogner son indépendance politique.

Cette bataille ayant été perdue, le NPA a décidé de soutenir les candidatures de la NUPES là où elles sont en rupture avec le libéralisme, et de tenter de construire des candidatures alternatives là où elles ne le sont pas.

La participation à des campagnes NUPES se combine avec quelques points sur lesquels nous pouvons marquer notre différence sans tirer en arrière la dynamique. Nous refusons toute dérive sur les fonctions régaliennes, qui concrétisent de façon crue le rapport à l'appareil d'État, en étant particulièrement attentifs à ce qui s'exprime sur la police, l'armée, les frontières et l'impérialisme. En particulier, nous défendons

la régularisation des sans-papiers, le droit de vote des immigrés. Nous défendons également une campagne démocratique, dont le contenu ne doit pas être décidé par les candidatEs et leur directeur/rice de campagne, mais par des cadres collectifs associant le plus grand nombre. Enfin, nous insistons sur la nécessité de construire les luttes sociales et pour que les collectifs militants construits dans la campagne soient capables de se convertir en outils de lutte après la campagne, particulièrement pour la défense des retraites et les salaires. Le NPA défend cette politique dans plusieurs dizaines de circonscriptions, nous pourrions en tirer les bilans rapidement.

Le NPA présente des listes alternatives dans une grosse dizaine de circonscriptions, en particulier contre des candidatures NUPES issues du Parti socialiste, d'EELV... voire de LREM. Les équipes sont comprises, souvent soutenues plus ou moins discrètement par des militantEs LFI ou PCF. Nous devons éviter l'écueil de construire des listes qui viseraient à dénoncer les réformistes même s'il s'agit de fédérer celles et ceux qui refusent le social-libéralisme et sont prêts à combattre avec nous les compromis réalisés par la direction de l'UP sur ce terrain. Il n'est pas simple de se positionner entre le gauchisme, la surenchère revendicative, et la faiblesse de coller au programme national de la NUPES. Notre boussole dans cette activité est la démarche transitoire : les revendications ne sont pas radicales ou réformistes en elles-mêmes, la question est de savoir si elles posent le problème de l'action, du contrôle des travailleurs/ses sur le capital et de l'indépendance vis-à-vis des institutions. Nous voulons aussi profiter de l'expérience de là où nous soutenons la NUPES pour construire les campagnes alternatives avec un contenu militant au plus proche des masses tout en promouvant un fonctionnement démocratique.

MILITER POUR FAIRE ÉVOLUER LES CONSCIENCES

Nous devons mener activement les expériences en cours, car ce sont des tests pour s'orienter dans la prochaine période. La phase de recomposition du mouvement ouvrier ne fait que commencer. Toutes les questions vont se poser pour des dizaines, voire des centaines de

milliers de militantEs : le rapport à l'État, la relation entre institutions et luttes, le lien entre les syndicats et les partis (certains syndicats se posent concrètement la question d'appeler à voter pour la NUPES), la lutte contre le fascisme, l'articulation entre unité et construction des différents partis, et on l'a vu déjà, le rapport aux oppressions.

Pour agir sur ce processus capital pour le prolétariat, il faut être capable de se lier à lui, d'en être un élément. Se positionner à l'extérieur, ce serait à la fois freiner la dynamique qui est éminemment collective, donc politisante et susceptible de faire sortir le mouvement ouvrier de son marasme actuel, et se couper de ce qu'il peut offrir comme espace politique pour défendre les idées révolutionnaires. Pour reprendre la citation de Lénine, le « *changement [...] dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, [...] c'est l'expérience politique des masses qui l'amène, et jamais la seule propagande.* »

Commenter, critiquer de manière dédaigneuse, se refuser à agir pour ne pas se compromettre est un privilège que nous ne pouvons plus nous permettre dans ces temps où la crise écologique et la montée du fascisme redonnent une actualité à l'alternative « socialisme ou barbarie ».

Le parti dont nous avons besoin dans la prochaine période doit être prêt à se plonger dans l'action, avec un programme pour préparer la révolution, mais aussi pour dialoguer avec les masses, faire des expériences avec elles, donc être prêt à des détours tactiques variés, parfois inhabituels. Le NPA a pu le faire avec la campagne Poutou ou pendant les négociations avec la NUPES, il faut réussir à le faire dans la configuration actuelle, on transformant en force militante les idées que nous parvenons à formuler abstraitement. □

1) La maladie infantile du communisme, le gauchisme, Lénine, 1920, Œuvres, tome 31, p. 76.

2) La Dépêche, 15 mai 2022.

3) F. Engels, « Préface à l'édition allemande de 1892 de La situation de la classe laborieuse en Angleterre ».

4) Mathilde Goanec, « Dans la société mobilisée, l'union à gauche fait aussi des perdants », Médiapart, 5 mai 2022.

5) Cours nouveau, Trotsky, 1923, à propos de l'URSS mais la dynamique est similaire dans le capitalisme.

6) « Ce qui nous importe, ce n'est pas du tout le nombre des sièges au parlement, nous ne courons pas après, sur ce point nous serons coulants », Lénine, op. cité.

7) Baromètre ELABE pour Les Échos et Radio classique, 5 mai 2022.

Où va Lutte ouvrière ?

PAR CATHY BILLARD

Nous avons eu la surprise de découvrir, assez brutalement, comment Lutte ouvrière analyse les résultats des élections présidentielles. Ce fut, en effet, dans le cadre, totalement inapproprié, de l'hommage que nous organisons pour notre camarade Alain Krivine le 30 avril dernier...

Michel Rodinson nous a gratifiés en 7 minutes de l'exécution de toute la politique du courant français de la IV^e Internationale animé par Alain Krivine depuis les années 60 jusqu'au NPA. Démarche nullement personnelle, puisque pleinement assumée par la direction de LO en réponse au courrier que nous lui avons adressé à la suite de ce qui a été vécu, par les sympathisantEs, amiEs et camarades d'Alain comme une provocation.

Alors, à la lecture du mensuel *Lutte de classe* de mai-juin 2022, on ne peut que s'en persuader : l'absence de nuances et d'appréhension de tendances contradictoires, les affirmations péremptives et succinctes ne laissant la place à aucune interrogation, sans parler d'hypothèses en prise avec ces réalités, ne sont pas juste réservées à un « hommage » dévoyé à un militant révolutionnaire dont Lutte ouvrière ne comprend pas du tout l'engagement. La grille d'analyse de LO, ce sont des lunettes complètement opaques à travers lesquelles le champ de vision est tellement étriqué qu'il ne reste plus qu'à égrener en boucle « il n'y a de révolutionnaire que les révolutionnaires » en espérant la révolution qui le prouvera. Effectivement tout l'inverse d'Alain Krivine, qui a passé sa vie militante à chercher le moindre point d'appui pour peser, agir, sur les rapports de forces. Que ce soit dans l'enthousiasme des révolutions anticolonialistes ou les espoirs de Mai 68, tout autant que dans des périodes

de reculs et de défaites après la Chute du mur de Berlin et les trahisons de la social-démocratie qui discréditaient les perspectives de transformations révolutionnaires. Toujours pour ne pas subir, ne pas se transformer en commentateur aigri, se lier aux militantEs, à celles et ceux qui se battent, pour dans l'action commune retisser le fil du combat politique de l'émancipation des oppriméEs par elles et eux-mêmes.

UNE ANALYSE COMMUNE, DES CONCLUSIONS DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES

Contrairement à d'autres dans l'extrême gauche, les camarades de Lutte ouvrière considèrent qu'effectivement la situation issue des présidentielles est lourde de dangers de solutions autoritaires voire fascisantes : « *Il s'agit cependant d'un grave recul de la conscience de classe, aux conséquences dramatiques pour les travailleurs eux-mêmes. En votant pour Le Pen, ils ont cautionné toutes les idées réactionnaires, nauséabondes, qu'elle représente, y compris des idées qui les divisent en fonction de leur nationalité, de la couleur de leur peau, de leur statut légal, etc. Mais ce qui est plus grave encore pour l'avenir est que la frange fascisante du Rassemblement national, qui en est le noyau, ne peut que se sentir encouragée par le résultat électoral de Marine Le Pen.* » Et ils soulignent à juste titre en citant les plumes du passé « *Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par*

temps de crise. » (Berthold Brecht) Ce que Trotsky a exprimé de façon moins lapidaire mais plus politique : « *Le fascisme est la continuation du capitalisme, une tentative pour perpétuer son existence à l'aide de méthodes bestiales et monstrueuses.* » Mais une fois ce diagnostic établi, les conséquences sont étonnantes puisque les camarades écrivent : « *Comme nous l'avons répété pendant la campagne : Le Pen élue, elle aurait fait du Macron, et Macron fera du Le Pen.* » Une actualisation de la formule « Bonnet blanc, blanc bonnet » que Trotsky avait largement démontée, mais qui n'est rien d'autre que l'enregistrement d'une paralysie de fait, avec pour toutes perspectives en conclusion « *C'est dans les périodes de recul que se mesure et se constate la fidélité aux idées révolutionnaires. C'est dans ces périodes de recul que, pour reprendre une expression de Lénine, "on reconnaît ses vrais amis"* ». Ce qui ouvre l'interprétation que la déclaration de Lutte ouvrière lors de l'hommage du 30 avril, signifie qu'elle ne nous compte vraiment plus parmi ces amiEs révolutionnaires ! Alors pour autant nous allons tenter de poursuivre la discussion, car comme nous le leur avons écrit le 5 mai « *Nous ne nous sommes jamais dérobéEs à la confrontation, voire à la polémique, y compris publique, qui sont pour nous une bouffée d'oxygène indispensable à la réflexion politique. Au-delà des rapports entre nos organisations, c'est même pour nous un*

élément sans lequel un mouvement ouvrier vivant ne peut exister. »

Comme il est un peu compliqué de discuter des assertions définitives de LO comme « *Pendant des décennies, la LCR et ses ancêtres avaient prétendu construire un parti révolutionnaire en étant en quelque sorte en symbiose avec les mouvements et les courants en vogue. Mais ce sont les préoccupations et les idées de ce milieu qui ont, à l'inverse, exercé au fil des années une pression et une attraction sur cette organisation et, de façon plus nette encore par la suite, sur le NPA.* », nous nous contenterons de discuter de discuter deux points : sur la conception de l'internationalisme qui sous-tend notre solidarité avec le peuple ukrainien ; et sur les enjeux de front unique comme outil de reconstruction de la conscience de classe, dont les camarades soulignent le recul.

LA QUESTION DE LA GUERRE, UN MARQUEUR TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Le point dont nous pouvons partir est que dans le contexte de crise de réalisation des profits qui est en train – crise sanitaire aidant – de basculer l'économie dans une récession, la guerre entamée par la Russie en Ukraine est grosse d'extension et de généralisation. Pour autant nous ne pensons pas que la position des révolutionnaires puisse être une simple position pacifiste, de refus des politiques de réarmement et d'opposition au soutien que l'État français apporte, de manière discutable, à l'armée ukrainienne. En effet dans ce conflit, on ne peut pas se contenter de renvoyer dos à dos Poutine et Zelensky ou Poutine et l'OTAN, en ne considérant Zelensky que comme un pion avancé de l'impérialisme US et de ses alliés de l'UE. Dans cette guerre, il y a un envahisseur, l'armée russe, bras armé d'un projet impérialiste de Poutine.

Que ce projet renvoie à une nostalgie grand-russe ravivée par un dévouement de la résistance soviétique au nazisme, et matinée d'anticommunisme virulent, n'en fait pas moins un projet de conquête territoriale et de domination d'un peuple. Et c'est ce que le peuple ukrainien a bien saisi, sinon

comment expliquer cette résistance totalement inattendue par Poutine, qui réussit à faire bégayer l'armée russe malgré un rapport de forces défavorable sur le plan strictement militaire. Et c'est bien cette résistance du peuple ukrainien qui incite les dirigeants des États occidentaux, US en tête, à glisser d'un soutien tiède à un appui militaire concret. Pour ces puissances, il s'agit que ce ne soit pas la détermination du peuple ukrainien qui bouscule le rapport de forces que tente d'imposer Poutine. Il vaut mieux que ce soit l'armement étranger, acheminé et utilisé sous leur contrôle par l'armée ukrainienne qui puisse se prévaloir d'une

financière pour se procurer des armes si elles et ils le décident. Aider ces militantEs de gauche à agir en autonomie de l'État ukrainien est déterminant pour permettre l'expression d'une résistance ouvrière. Parce que si ces réseaux n'existent pas, ne sont pas utiles à la gauche ukrainienne, le gouvernement ukrainien, plus ou moins appuyé voire instrumentalisé par les nationalistes – y compris fascistes – aura une complète hégémonie sur les aspirations à la résistance. Et les soutiens militaires occidentaux apparaîtront d'autant plus comme déterminants contre Poutine, invisibilisant la résistance populaire. La place que pourra



Manifestation du 1^{er} mai 2008. © Photothèque Rouge/wasegr.

victoire sur Poutine.

C'est pour cela que, pour le NPA, l'internationalisme ne peut pas se résumer par une position d'indifférence sur l'issue de cette guerre. L'internationalisme, c'est d'abord l'affirmation de notre solidarité au peuple ukrainien et à sa résistance armée et non armée. Reconnaître son droit à se défendre, lui-même, ce n'est pas gommer les différences sociales existant en son sein, mais encourager avec les moyens qui sont les nôtres à ne compter que sur eux-mêmes. Construire des réseaux de solidarité pour fournir aux organisations de la gauche ukrainienne, politique, syndicale, associative une aide matérielle, logistique pour tenir sur place, protéger et accueillir celles et ceux qui en ont besoin, mais aussi

prendre la résistance populaire, et sa visibilité sont un enjeu important dans les rapports de forces qui émergeront de cette première séquence de confrontation militaire en Europe et seront déterminant face à la poursuite de l'escalade militaire. La responsabilité des révolutionnaires est donc pour nous de construire la solidarité matérielle mais aussi politique en expliquant ici, inlassablement, ces enjeux, à contre-courant des informations distillées par les rouleaux compresseurs médiatiques. C'est une question fondamentale pour des marxistes révolutionnaires car nous avons plus que

jamais la conviction que la révolution sera mondiale ou ne sera pas, et donc nous voulons affirmer l'enjeu de revivifier, élargir, reconstruire les outils de la solidarité internationaliste.

L'ACTUALITÉ DU FRONT UNIQUE

Ce qui dans le contexte de montée d'un mode autoritaire de gouvernance des institutions politiques de la bourgeoisie, qui se déroule à l'échelle mondiale, se conjugue pour nous avec une course de vitesse pour éviter que le RN ou un autre parti fascisant devienne le recours de la bourgeoisie française. Dire cela ne signifie évidemment pas, mais dans le débat avec LO cela va mieux en le précisant, rechercher comme médiation une stabilisation de la crise politique de domination de la bourgeoisie dans un cadre institutionnel acceptable pour elle. Ce qui ne veut pas dire que nous tracions un signe d'égalité entre toutes les combinaisons de pouvoirs politiques (du fascisme au réformisme en passant par toutes les nuances de libéralisme, ultralibéralisme ou social-libéralisme...). Ces combinaisons n'ont pas les mêmes conséquences pour le monde du travail, mais par contre elles peuvent s'enchaîner sans rupture majeure. C'est pour cela que le résultat des élections ne nous est pas indifférent et que l'analyse des résultats implique un questionnement sur notre tactique d'intervention politique pour organiser notre camp social.

Le score du RN, 42 % dans un scrutin uninominal à deux tours, est une expression, certes déformée, mais bien réelle de l'état de décomposition du mouvement ouvrier. Et cela doit questionner les révolutionnaires. Des mouvements sociaux profonds, durables que ce soit sur les terrains « traditionnels » du mouvement ouvrier (cheminots, personnels de la santé et du social, luttes contre des fermetures d'entreprises ou pour des conditions de travail plus dignes comme les femmes de chambre des hôtels) ou sous des surgissements de masse comme les Gilets jaunes, le mouvement féministe #Me-Too, le mouvement LGBTI ou les mobilisations contre les violences policières ont rythmé tout le quinquennat de Macron. Quelles ont été l'intervention et la marque que les révolutionnaires ont eus dans ces mouvements ? Pourquoi pendant ces 5 ans – un temps qui n'est pas long dans l'histoire du mouvement ouvrier – au cours desquels ces mouvements se sont rapidement succédé, voire ont pu se croiser, n'a-t-il pas émergé de ce bouillonnement la conscience de combats communs ?

Pour nous, répondre à ces questions indispensables ne peut se résoudre par l'affirmation de la construction d'une organisation révolutionnaire dont les références sont toutes dans un passé qui s'éloigne chaque jour un peu plus. L'actualisation du caractère révolutionnaire de l'analyse marxiste se mesurera à la capacité de l'appliquer dans cette

situation nouvelle, faite de décompositions et de confusions mais aussi de montée de combativités extrêmement déterminées, et pas dans l'auto-affirmation qui ne convainc pas au-delà d'un petit noyau. Être au cœur des mouvements est indispensable mais pas suffisant, il faut combiner avec des débats politiques, des tests dans la rue et dans les urnes qui permettent au monde du travail de tester et d'expérimenter des réponses politiques pour répondre à ses besoins aussi bien matériels que politiques. Car ce qui apparaît de plus en plus clairement dans la situation de crise systémique du capitalisme c'est que la question centrale est : qui décide ? Au nom de quels intérêts et comment ne pas être dépossédéEs de notre avenir, de nos vies. Et cette dispute politique avec les masses, il est impossible de l'avoir de manière isolée : c'est dans le débat, la collaboration et la confrontation entre révolutionnaires mais aussi avec les réformistes que nous pourrons faire émerger de nouvelles forces politiques – car il n'y en aura pas une seule et unique – capables d'orienter les luttes dans une perspective révolutionnaire. Et le mouvement ouvrier a inventé il y a un siècle un nom à cette démarche, dans un autre contexte, et d'autres rapports de forces certes, mais qui nous paraît fort utile à réfléchir, c'est le Front unique, contre le danger fasciste mais aussi pour mettre en mouvement, clarifier les débats politiques et tracer le chemin du renversement du capitalisme. □



Manifestation et grève de la Fonction Publique, 22 mai 2018 Paris. © Photothèque Rouge/MILO.

Quand les quartiers « s'en mêlent »

PAR ÉDOUARD SOULIER

Le 8 mai dernier s'est tenue la deuxième assemblée nationale des quartiers à Stains dans la banlieue nord de Paris. Cette assemblée était appelée par le collectif « On s'en mêle » créé dans les mois précédant l'élection présidentielle – début mars. Le collectif « On s'en mêle » est issu d'un appel signé par une centaine de représentantEs des quartiers dits populaires et aussi beaucoup de figures historiques des mobilisations de ces quartiers, par exemple des organisateur/ices de la Marche pour l'égalité, du MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues) ou encore autour du groupe Zebda).

L'appel « On s'en mêle » part du constat que les organisations de gauche ne prennent pas en considération les questions spécifiques aux quartiers et qu'il convient de s'organiser soi-même en toute indépendance. Même si cette constatation n'est pas nouvelle, il y a déjà eu un grand nombre d'initiatives politiques dans les quartiers des 30 dernières années : il y a un changement pour « On s'en mêle » car même si l'indépendance vis-à-vis des organisations classiques de la gauche est revendiquée, il y a une volonté de participer politiquement avec ces organisations. Notamment, l'appel « On s'en mêle » est un soutien explicite à la candidature de Jean-Luc Mélenchon

pour la présidentielle, un appel à voter et à faire voter. Dans une vision plus générale, les actrices et acteurs de OSM ont vu que dans la dynamique de la campagne de JLM se développait une modification dans la gauche et le collectif se donne pour objectif « la volonté qu'au-delà des élections, la place des acteurs et actrices

des quartiers sera pleine et entière dans la recomposition du paysage politique à venir. »

BILAN DES ÉLECTIONS

Se démarquant de la tradition « ci-

collectif est que le haut score de JLM est dû à l'implication des quartiers de banlieue des grandes villes de France, en témoignent les scores très élevés dans ces villes de banlieues, à Stains notamment (plus de 60% des votes). Mais rien que la

Seine Saint-Denis représente à elle seule 3,4 % des votes pour JLM nationalement. L'un des premiers constats est que la dynamique UP a donc été portée en partie par le mouvement des quartiers populaires. À l'inverse, le vote pour JLM – décrit comme « musulman et communautariste » par la droite notamment, est assumé : JLM n'a pas participé à la manif de flics et a soutenu la manifestation contre l'islamophobie de novembre 2019. Ré-



«Ceux qui sont à l'Assemblée nationale ne connaissent pas la misère des habitants des quartiers populaires, la sous-traitance... nous devons lutter jusque dans l'Assemblée nationale pour imposer nos questions » Rachel Kéké. © On s'en mêle.

toyenne » des mouvements de banlieues précédents, mouvements qui ne souhaitaient pas être récupérés, instrumentalisés par les organisations politiques, le collectif OSM a exprimé, via Omar Slaouti – militant historique sur Argenteuil – « les quartiers populaires sont des quartiers politiques ». Le bilan tiré par le

trospectivement ces deux événements ont créé une ligne de démarcation politique qui a inclus La France insoumise à côté d'autres organisations d'extrême gauche.



Il y a un vote antiraciste et un vote contre l'islamophobie, oui mais pas seulement : pour plusieurs intervenantEs, il s'agissait aussi d'un vote de classe : les travailleurs/ses des quartiers ont aussi besoin de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, de la retraite à 60 ans et évidemment des services publics. Une des revendications comme l'abandon de Parcoursup a été reprise : la plateforme de vœux universitaires (combattue en 2018 par les étudiantEs) est en effet une machine à créer de la ségrégation des quartiers et à boucher l'horizon académique de centaines de milliers de jeunes.

QUESTIONS DES LÉGISLATIVES

La discussion s'est orientée sur les législatives notamment pour critiquer le manque de représentation des quartiers populaires dans la NUPES. Il y a notamment beaucoup de colère et d'amertume qui s'est exprimée sur les candidatures comme Aly Diouara, porte-parole de l'association « Seine-Saint-Denis au cœur », qui se présente d'ailleurs indépendamment aux législatives : « *Les quartiers populaires ont voté pour Mélenchon, non pas pour l'élire mais pour opérer un vote de rupture !* ». Il estime à moins de 2 % les candidatures issues des quartiers dans le processus NUPES. Un autre exemple mis en avant par beaucoup de monde est la mise à l'écart du maire de Stains (Azzedine Taïbi, présent dans la salle) qui n'a pas reçu l'investiture de la

NUPES malgré son implication dans le Parlement de l'Union populaire (il se présente quand même aux législatives). Enfin, Rachel Kéké est intervenue pour déclarer qu'elle était candidate pour porter la voix des travailleurs – « nous c'est la lutte » – aux élections où elle sera candidate dans le Val-de-Marne. OSM a proposé trois candidatures à la NUPES. Une seule a été investie, celle d'Abelkader Lahmar dans la 7^e circonscription du Rhône. Même si beaucoup ont été déçus et si plusieurs candidatures implantées et issues des quartiers ont été évincées, la plupart dressent un bilan de faiblesse politique dans les batailles au sein de la NUPES et s'engagent à continuer à soutenir le mouvement et à s'imposer plus fortement dans les prochaines échéances.

LA SUITE

D'après Omar Slaouti, « *Les élections ne sont pas l'alpha et l'oméga de "On s'en mêle"* » et, même si il y a la volonté de continuer après celles-ci en structurant un mouvement des quartiers, il reste un énorme flou sur les contours politiques et les structurations de ce mouvement politique ainsi que son impact futur. L'énorme nouveauté qu'a été le soutien à Mélenchon et le fait qu'il y aura à des candidatures déclarées faisant partie de la NUPES est un positionnement politique important. Pour l'instant, l'assemblée générale a plus ressemblé à une importante réunion de prise de contacts à travers la France de collectifs qui travaillent sur

des questions différentes et à l'expression des différents avis sur les stratégies qui pourront se développer dans les prochains mois.

Pour autant, pour le Nouveau Parti anticapitaliste, l'important sera de suivre et de s'impliquer dans les différentes actions impulsées par ce collectif. En effet, il y a fort à parier que les prochaines échéances de la lutte antiraciste et contre les violences policières passeront nécessairement par ces organisations et il sera central pour les révolutionnaires de se lier politiquement et fraternellement et ne pas rester sur le côté. Il est aussi évident d'étudier la question de la possibilité de construire ces mobilisations en participant directement à la construction de « On s'en mêle ». Notamment nous pouvons commencer autour des élections législatives. La dynamique de l'Union populaire, avec toutes les réserves qu'on peut lui poser en termes d'ambition politique, peut permettre d'impliquer largement des couches plus larges de personnes se trouvant dans les quartiers populaires et souhaitant des transformations importantes de leur cadre de vie, de leur travail et de leurs interactions avec la police et l'État... Les discussions au niveau local dans les collectifs dans les villes de banlieue montrent qu'une nouvelle couche de militantEs seront partie prenante de la recomposition qui s'opère actuellement au sein de la gauche française. Les militants révolutionnaires doivent en faire partie ! □



À l'AG de On s'en mêle, le 8 mai 2022. © On s'en mêle.

Sur la nouvelle donne géopolitique à l'heure de la guerre en Ukraine

PAR PIERRE ROUSSET

L'invasion de l'Ukraine devait, aux yeux de Poutine, s'accomplir rapidement, mais elle s'inscrivait dans une perspective longue, visant à la réintégration dans l'espace russe des terres de l'ancien empire tsariste.

Du fait de la résistance imprévue des forces armées et de la société ukrainiennes, c'est la guerre d'Ukraine elle-même qui s'inscrit dans la durée. La stratégie du Kremlin évolue en conséquence, ainsi que la perception et la politique des puissances (à commencer par les Etats-Unis et la Chine) ou de l'Union européenne. Leurs positionnements ont changé et changeront en fonction de l'évolution des événements. On ne saurait évidemment prédire l'avenir, mais il est clair que les implications du conflit sont et seront profondes.

PEUT-ON DÉJÀ PARLER D'UN TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE ?

Nous vivons pour le moins un point d'inflexion majeur qui affecte la *crise globale* (écologique et climatique, sanitaire, socioéconomique, démocratique...) à laquelle nous sommes confrontés, où de multiples causes et conséquences s'imbriquent et interagissent dans une spirale mortifère. Pour dire les choses simplement, c'est une catastrophe alors que nous franchissons de nouveaux seuils dans la dynamique de diverses crises dont :

- **La portée spécifique d'une guerre « en grand » au cœur de l'Europe.** Il y a bien entendu eu des précédents, dont les terribles guerres des Balkans, mais elles ont été considérées comme « marginales » par les puissances occidentales. L'occupation de la Crimée, puis d'une partie du Donbass, ont été traitées comme des conflits circonscrits et non pas comme les prémices d'un bras de fer géopolitique destiné à s'élargir.
- **L'envolée de la crise climatique.**

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) vient de remettre un rapport particulièrement alarmant. Elle jugeait en 2020 à 20 % le risque de voir dans les 5 ans suivants la hausse de température dépasser au moins une fois 1,5° ; elle juge aujourd'hui que ce risque est de plus de 50 % pour la période à venir. Alors que les conséquences du réchauffement climatique se font déjà gravement sentir, elle précise que le coût humain et pour la biosphère de chaque année passée au-dessus des 1,5 % sera élevé et que l'on ne peut pas se permettre de reporter à plus tard la réduction des émissions de gaz à effet de serre¹ – émissions que chaque guerre booste.

• **L'ampleur et les particularités de la crise sanitaire provoquée par Covid-19.** Nous savions que nous étions entrés de plain-pied dans une ère d'épidémies dont la gravité serait démultipliée par la mondialisation des échanges, les politiques néolibérales et l'absence de démocratie sanitaire. Cependant, en ce domaine aussi, il y a un net point d'inflexion. Le SARS-CoV-2 ne se comporte pas comme il « aurait dû ». Contrairement aux précédents SARS, il a donné naissance à une pandémie mondiale. Très différent de la grippe, il s'attaque au système pulmonaire et respiratoire, nerveux, digestif, sanguin... et ses variants semblent dans une large mesure imprévisibles – or, la préparation de vaccins saisonniers suppose précisément que l'on puisse prévoir les mutations prochaines du virus. Même si Covid-19 s'éteint demain de « mort naturelle » (il ne semble pas pressé de le faire), par quelles autres pandémies sera-t-il remplacé ?

- **La non-réponse des gouvernants et**

pouvoirs établis à ces crises. Rien n'indique qu'ils vont prendre en compte la gravité de ces enjeux, bien au contraire. Une crise peut être une opportunité pour changer (sortir du pétrole, assurer la souveraineté alimentaire...). C'est l'inverse qui se produit : blackout médiatique sur les enjeux climatiques ou sanitaires, offensive des lobbies pétroliers, agro-industriels et du complexe militaro-industriel pour être libérés de toute contrainte, envolée des budgets militaires et nouvelle impulsion de la course aux armements... Si nous franchissons bien un nouveau seuil de la crise globale dans laquelle nous a plongés la mondialisation capitaliste, quelles peuvent en être les implications géostratégiques ? Tentons d'ouvrir quelques hypothèses de travail.

L'EURASIE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Pour de multiples raisons, l'Eurasie occupe une place particulière dans la géopolitique mondiale. C'est notamment vrai concernant la question de l'arme atomique : le face-à-face nucléaire est en effet une réalité à l'ouest du continent (OTAN/Russie), en son centre (Inde/Pakistan) et à l'est (États-Unis/Chine, péninsule coréenne). Ce que montre la guerre en Ukraine, c'est que la menace nucléaire n'interdit plus un conflit majeur sur le théâtre d'opérations européen, mais au contraire le permet (grâce au chantage protecteur à l'escalade).

L'Eurasie est aussi le continent qui a été radicalement divisé au temps des



« blocs » Est-Ouest et le vocabulaire de la guerre froide resurgit à l'occasion du conflit ukrainien. L'analogie est dangereusement trompeuse, car aujourd'hui la Chine et la Russie sont capitalistes (deux formes de capitalismes assez différents l'un de l'autre) et sont insérées dans le marché mondial en ayant noué de profonds rapports d'interdépendance, en particulier entre la Chine et les États-Unis.

On ne saurait sous-estimer l'importance de ce changement de période. La réouverture des immenses territoires ex-soviétiques, chinois ou vietnamiens au capitalisme explique que la baisse tendancielle du taux de profit ait pu être longtemps contrecarrée, ainsi que l'optimisme du grand capital nippon-occidental après l'implosion de l'URSS – il n'avait pas prévu que Pékin pourrait utiliser à ses propres fins la liberté de circulation des capitaux pour réémerger comme une puissance impérialiste redoutablement concurrente. Depuis, l'un des principaux facteurs structurants de la situation mondiale est le conflit inter-impérialiste entre la puissance dominante (États-Unis) et la puissance montante (Chine).

Washington avait pour objectif principal de contrer la montée en force de la Chine et Joe Biden s'y attache avec plus de constance que Donald Trump. Il a tenté, à cette fin, de distancier Moscou de Pékin et est resté très prudent au premier temps de l'invasion

poutinienne, annonçant d'emblée que l'Ukraine n'étant pas membre de l'OTAN, les États-Unis n'interviendraient pas pour la défendre, se contentant de renforcer le dispositif militaire de l'Alliance en Europe orientale et proposant au président Zelensky de l'exfiltrer. C'est notamment l'échec de la phase initiale de l'invasion et l'efficacité de la résistance ukrainienne qui a progressivement changé la donne, une guerre d'usure étant engagée. L'aide en armement et en information est progressivement montée en qualité. Washington a dû changer temporairement de pied, concentrant son attention sur la Russie plutôt que sur la Chine. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si ce changement de pied devient durable, Biden décidant d'aider décisivement les forces ukrainiennes à gagner la guerre d'usure. En tout état de cause, la crise ukrainienne ne sera probablement pas conclue à court terme, Moscou, Kiev et Washington adaptant leurs stratégies à l'évolution des rapports de forces.

Une guerre en Europe orientale faisait certainement partie des « scénarios » imaginés par divers services de renseignements aux États-Unis, mais un « scénario » n'est pas une prédiction, simplement l'étude d'une possibilité. Plus tôt que d'autres, Washington a compris que l'invasion poutinienne allait se produire, mais, pas plus que Moscou, les services de renseignements US n'avaient, de leurs aveux, prévu l'ampleur de la résistance – à

savoir la façon dont le régime ukrainien (et, psychologiquement, la population ukrainienne) avait tiré les conséquences de la Crimée et surtout du Donbass. La résistance à l'invasion s'est révélée farouche tant de la part de l'armée régulière que des forces territoriales et du gros de la population, quelle que soit sa langue, qui aide de mille façons les combattants.

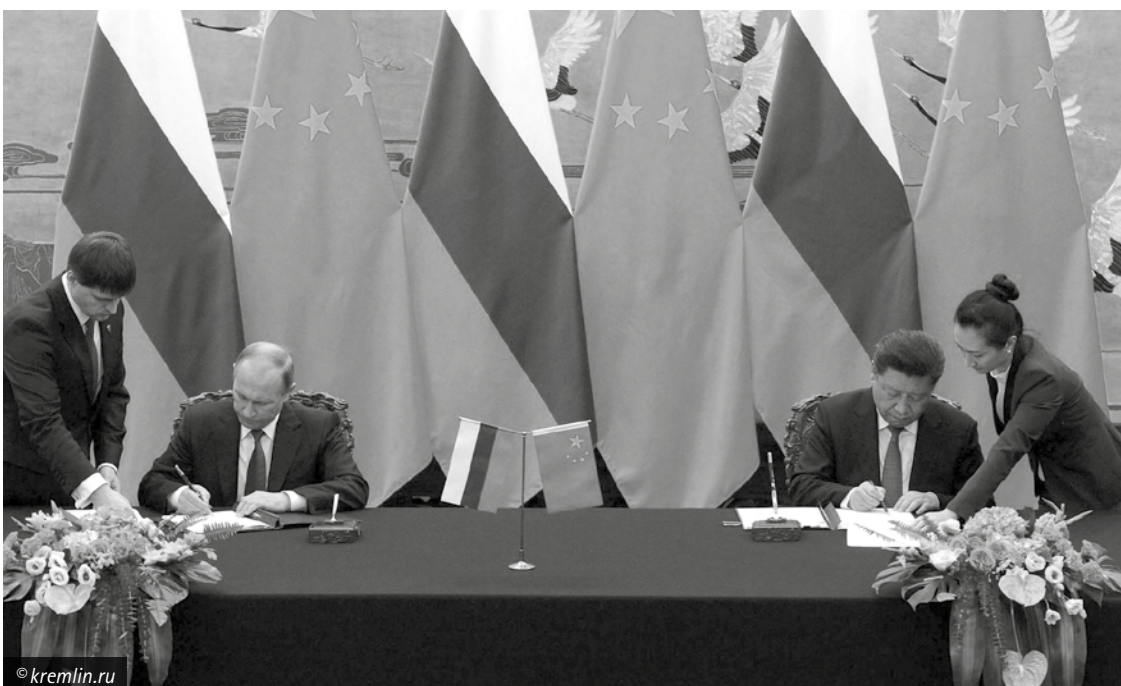
ÉVOLUTIONS GÉOPOLITIQUES

L'alliance Pékin-Moscou n'a pas tenu, pour l'heure, ses promesses, et il faut comprendre pourquoi. Cette alliance était en effet jugée militairement dominante face à la crise de l'OTAN (après l'Afghanistan) et vu la prépondérance stratégique de Pékin en mer de Chine du Sud. Une attaque concertée à l'ouest (Ukraine) et à l'est (Taiwan) semblait difficilement parable. On ne saura jamais ce qui se serait passé si Poutine avait réussi son coup, installant rapidement un régime fantoche à Kiev et plaçant l'Occident devant un fait accompli. Toujours est-il que Xi Jinping n'a pas saisi l'occasion pour tenter de reconquérir Taiwan...

Cet échec place la Chine dans une situation particulièrement inconfortable. Le pourrissement de la situation met en cause les intérêts chinois dans la région : l'Europe orientale, y compris l'Ukraine, constitue un chaînon significatif dans le déploiement mondial des « nouvelles routes de la soie ». L'extrême brutalité de l'armée russe dans le siège

des villes peut difficilement être justifiée. L'efficacité de la résistance ukrainienne montre à quoi s'exposerait l'attaque de Taiwan.

Plus problématique encore, Pékin a pris la mesure des sanctions économiques décidées par Washington à l'encontre de Moscou. Si Pékin aide trop efficacement les Russes à les contourner, elles risquent de lui être appliquées. Or, la Chine est très loin de vouloir ou de pouvoir se « découpler » financièrement,



économiquement et technologiquement des États-Unis. En fait, Xi Jinping semble craindre que Joe Biden n'impose aujourd'hui ce découplage et il cherche un allié à... la Bourse de Wall Street en acceptant pour la première fois de respecter des règles de transparence imposées par l'institution.

Assurer son alliance avec la Russie peut coûter très cher à Pékin alors que son économie s'essouffle, la rompre, c'est se retrouver seul face aux États-Unis... Pékin a pour l'heure perdu l'initiative.

La Russie n'est pas isolée sur le plan mondial, la grande majorité des gouvernements en Amérique latine ou en Afrique et en Asie ne changeant pas ou peu leurs relations avec Moscou. La guerre d'information russe marque des points dans les populations, par hostilité mémorielle à l'égard des États-Unis et des impérialisme traditionnels européens. Les gouvernements sont à l'affût d'aide militaire ou font preuve d'opportunisme économique : la crise est l'occasion de faire de bonnes affaires avec la Russie.

La place de l'Asie dans les exportations russes d'énergie est fort importante. Si les ventes de charbon chutent, la Chine, la Corée du Sud, mais aussi l'Indonésie, l'Inde veulent profiter des baisses de prix du pétrole. L'Inde va jusqu'à proposer des transactions en roubles ou roupies (devise indiennes). L'acheminement du gaz se faisant essentiellement par gazoduc, il est difficile de le rerouter, mais le Japon, qui pourtant exécute en général avec application les sanctions, veut maintenir ses contrats Gazprom de gaz naturel liquéfié ; y renoncer lui coûterait trop cher. Quant aux ventes d'armes, elles se poursuivent. L'Asie représente 60 % des exportations d'armes russes dans le monde (concernant une dizaine de pays, dont le Vietnam, très dépendant de cette source). L'Inde représente pour Moscou le principal marché militaire (avant la Chine), les deux tiers des armements importés dans le pays étant russes : l'unique porte-avion, la majorité des avions de chasse, le principal char de combat et, bientôt, un système avancé de défense anti aérienne.

Malgré tout, le coût socioéconomique de la guerre et des sanctions US commence à se faire sérieusement sentir en Russie même, avec notamment la montée brutale de l'inflation...

Les États-Unis réaffirment leur leadership sur le « camp occidental ». Ils bénéficient des ressources du complexe militaro-industriel, de leur maîtrise de la surveillance et du renseignement, du contrôle qu'ils ont des communications bancaires SWIFT, des droits dont ils ont unilatéralement doté la justice étatsunienne (pouvoir de sanction dès qu'une transaction internationale se fait en dollars), etc. Cependant, aujourd'hui pas plus qu'hier ils n'ont les moyens de consolider seuls leur hégémonie mondiale – pour ce faire, ils auraient besoin d'alliés fiables, mais les trouvent rarement, notamment en Eurasie. On le voit en Europe du fait des faiblesses intrinsèques à l'UE.

En Asie du Sud, Joe Biden a intégré l'Inde en définissant un nouveau théâtre d'opérations indopacifique, mais un espace géostratégique conçu contre la Chine ne se réoriente pas contre la Russie simplement parce que Washington en a décidé ainsi. New Delhi a des rapports historiques étroits avec Moscou qu'elle ne veut pas rompre, face en particulier au Pakistan et à la Chine. Le Japon répond présent aux sollicitations de Washington, d'autant plus qu'il cherche à se libérer des clauses pacifistes de sa Constitution et achever son réarmement déjà très avancé. Seul membre asiatique du G7, il participe activement à la politique de sanctions contre la Russie.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) gagne une nouvelle légitimité aux yeux de ses propres membres et au-delà, en Europe, dans des pays non-membres. Il est clair que les gouvernements d'une série de pays « non alignés » vont demander leur adhésion avec, et c'est cela le plus important, un fort soutien dans la population, même si des courants de gauche continuent à s'y opposer. Vu de la ligne de front est-européenne, l'OTAN apparaît dorénavant comme un bouclier. Nous savons que cette organisation n'a jamais été conçue comme « défensive » et qu'elle s'est maintenue quand le Pacte de Varsovie s'est dissout, mais le combat pour son démantèlement s'avère aujourd'hui politiquement bien plus compliqué qu'hier. Il est cependant trop tôt pour en déduire que l'Alliance va demain se projeter à nouveau vers l'Orient, comme la décision en avait été prise en 2002 au nom de la « lutte contre le terrorisme », ce qui a conduit à son intervention en Afghanistan. D'autres traités « occidentaux » sont

dorénavant à l'œuvre dans l'espace indo-pacifique (Quad, Aukus).

L'Union européenne toujours déunie. Tout étant relatif, face à la Russie autocratique, l'Union européenne se présente comme une alternative démocratique, ce qu'elle n'est pourtant ni dans son fonctionnement ni dans la nature des traités dont elle impose le respect aux populations des pays membres. La tendance en cours, en Europe de l'Ouest, est à la restriction des droits et libertés (c'est particulièrement le cas du macronisme). Politiquement cependant, l'image de l'UE sort embellie de la crise ukrainienne dont l'une des conséquences les plus significatives est la décision allemande de s'engager militairement bien au-delà de ce qui était le cas auparavant. Cependant, même si elle produit et exporte des armements, l'UE reste un nain militaire, l'armée française elle-même, bien qu'expérimentée, étant incapable d'autonomie stratégique, quoi qu'en dise Macron. En majorité, les pays membres de l'UE conçoivent leur défense dans le cadre de l'OTAN, sous la direction de Washington. L'Union, divisée, ne pèse pas dans les grands dossiers géostratégiques mondiaux et peut difficilement être qualifiée de « puissance ».

La situation internationale s'avère d'autant plus instable que dans bien des pays la position des chefs d'État est menacée : Joe Biden par le retour en force des trumpistes ; Vladimir Poutine en cas d'échec trop flagrant de sa guerre ; Boris Johnson par la révélation de ses frasques en temps de confinement sanitaire (d'où son bellicisme sur l'Ukraine) ; Xi Jinping pour de multiples raisons : impasse de sa politique dite ZéroCovid, baisse de la croissance économique, règlements de comptes potentiels au sein de l'appareil du parti en réaction aux purges sanglantes qu'il a menées, y compris dans l'état-major des forces armées. □

Une version plus développée de cet article sera mise en ligne qui traitera aussi des politiques militaires, des contradictions de la mondialisation capitaliste, de la nature du cycle actuel des résistances populaires et des implications de la crise globale pour notre pratique militante.

1) Notons que l'OMM est une institution de l'ONU qui se situe sagement dans le cadre des accords de Paris sur le climat, ses mises en garde n'en prennent que plus de relief !

Irlande du Nord : contexte et enjeux de la victoire électorale inédite du Sinn Féin aux législatives

PAR THIERRY M. LABICA

La victoire du Sinn Féin aux élections du 5 mai dernier est un nouveau pas dans la crise que connaît le Royaume-Uni après le Brexit.

Le 5 mai dernier ont eu lieu une série d'élections au Royaume-Uni. L'Écosse, le Pays de Galles et l'Angleterre (soit la Grande-Bretagne) renouelaient une partie de leurs gouvernements locaux (environ 150 assemblées sur un total de 400, soit environ 4 000 sièges sur un total de 20 000). Le même jour, l'Irlande du Nord réélisait son parlement autonome (Stormont) issu du processus de « dévolution » engagé à partir de l'accord de Belfast de 1998 (aussi appelé « accord du Vendredi saint »).

Pour la première fois depuis la partition de l'Irlande et la création de l'Irlande du Nord il y a 101 ans, le Sinn Féin, formation de gauche, nationaliste républicaine en faveur de la réunification de l'Irlande, est arrivé en tête de cette élection, avec 29 % des suffrages et 27 sièges (d'une assemblée qui en compte quatre-vingt-dix).

Ces élections ont des implications majeures à diverses échelles, que ce soit pour l'Irlande du Nord et l'île d'Irlande elle-même, pour le Royaume-Uni post-Brexit ou, à un niveau international, au-delà du cadre européen même.

Au premier chef, la victoire du Sinn Féin est marquante dans la mesure où la structure politique de l'Irlande du Nord, depuis sa création, visait à rendre une telle éventualité impossible : tout était conçu, dès l'origine, pour garantir des majorités protestantes favorables au maintien de ce territoire dans le Royaume-Uni. En devenant le premier parti du mini-État, le Sinn Féin signale une évolution historique d'autant plus significative que

deux ans plus tôt seulement, en 2020, le même parti était devenu la principale force politique au sud, lors des élections législatives en République d'Irlande ; avec près de 25 % des voix, le Sinn Féin dirigé par Mary-Lou McDonald infligea une défaite sans précédent, là encore, au tandem des partis de droite historiques au pouvoir (Fianna Fáil et Fine Gael¹).

Ces résultats sont eux-mêmes autant d'expressions supplémentaires des évolutions profondes qui traversent la société irlandaise au sud comme au nord, que l'on parle par exemple d'avortement ou de mariage pour tous² dans cette culture si longtemps sous l'emprise d'un conservatisme catholique romain particulièrement puissant. Central également dans la séquence ouverte par l'accord de Belfast, il y a encore le fait qu'existe en Irlande une génération qui, bien qu'amplement avertie sur l'histoire récente de l'île, n'a pas connu les circonstances et les souffrances de trente années de guerre civile. L'audience du Sinn Féin de nos jours ne peut aussi être tout à fait étrangère à cette distance historique qui éloigne désormais ce parti de son lien à l'IRA³ et au contexte de la lutte armée.

Ces inflexions historiques profondes rencontrent depuis quelques années le contexte créé par le référendum de 2016 sur la sortie de l'UE. Le scrutin nord-irlandais de début mai prend toute son importance au regard de cette situation marquée par le blocage chronique sur la question du statut de l'Irlande du Nord dans ce cadre.

UNE RÉACTION EN CHAÎNE

Résumons. L'Irlande du Nord est censée sortir de l'UE, de son marché unique, de ses normes et standards, avec le reste du Royaume-Uni. Ceci implique, pour des raisons de réglementations commerciales sur les échanges, l'instauration d'une frontière douanière sur l'île d'Irlande entre le nord et la République qui, elle, fait toujours partie de l'UE. Mais pour des raisons politiques et constitutionnelles, le projet d'une telle frontière est impensable : elle contreviendrait aux dispositions de l'accord de Belfast et serait potentiellement facteur de résurgences auxquelles personne ne veut assister. Une solution temporaire a été négociée entre l'UE et le gouvernement de Boris Johnson : le « protocole sur l'Irlande du Nord ». Selon cet arrangement, l'Irlande du Nord reste dans le marché unique de l'UE, et les contrôles douaniers sont effectués en mer d'Irlande, entre la Grande-Bretagne et l'île d'Irlande et non *sur* l'île d'Irlande, entre le nord « britannique » et le sud.

Pour les partis unionistes et loyalistes nord-irlandais (qui défendent le maintien dans le Royaume-Uni et la *loyauté* à la couronne d'Angleterre), ce protocole est un affront dès lors qu'il instaure un statut intermédiaire, ou hybride, de la partie nord de l'île, hors du territoire du Royaume-Uni. En guise de protestation et pour contraindre le gouvernement Johnson à enfreindre l'accord passé avec l'UE, le dirigeant du principal parti unioniste⁴, Jeffrey Donaldson, a donc décidé de boycotter la structure de partage de

pouvoir (au sein de l'exécutif) instituée par l'accord de Belfast, ce depuis le début février 2021. Donaldson a également pratiqué la politique de la chaise vide dans le cadre des réunions interministérielles entre le nord et le sud. Ce faisant, il bloque depuis plus d'un an le fonctionnement de l'exécutif autonome nord-irlandais⁵ et continue ainsi d'empêcher Michelle O'Neill d'exercer son mandat de *first minister* issu de l'élection du 5 mai.

Trois facteurs contribuent à affaiblir la position historiquement hégémonique des unionistes. Le premier tient à l'ordre constitutionnel issu de l'accord de Belfast et qui impose, entre autres, ce principe de partage du pouvoir. Mais il faut également garder à l'esprit que plus

récentement, en 2016, une nette majorité de nord-irlandais (56 %) ont voté pour rester dans l'UE quand les unionistes ont défendu une sortie en version Johnson. Et troisièmement, contrairement à Theresa May dont la survie dépendait de dix élus unionistes après sa dégringolade aux législatives

de 2017 au Royaume-Uni, Boris Johnson, lui, n'a pas besoin du moindre parlementaire unioniste au parlement de Westminster pour assurer sa majorité absolue. Autrement dit, les unionistes ne peuvent exercer aucune pression sur le gouvernement Johnson à Londres où les tories *anglais* (bien plus que *britanniques*) sont largement majoritaires depuis décembre 2019. D'où le recours à cet autre levier, à savoir le boycott et le blocage prolongé de l'exécutif nord-irlandais.

LE SINN FÉIN EST RENFORCÉ

Si Michelle O'Neill et le Sinn Féin se voient maintenant encore empêchés de gouverner, les dividendes pour eux paraissent assez évidents : face au DUP, défait dans les élections, qui exige que les accords passés avec l'UE soient piétinés, et qui refuse de se soumettre à la règle démocratique la plus élémentaire, le Sinn Féin a

tout le loisir de faire figure d'organisation raisonnable, respectueuse de – et pleinement en phase avec – la volonté populaire exprimée dans les urnes (que ce soit lors du référendum sur l'UE ou suite aux dernières élections législatives), soucieuse de bien faire fonctionner les institutions et de se conformer au cadre constitutionnel réputé avoir permis de mettre un terme à des décennies de carnages.

En outre, le Sinn Féin, maintenant principale force politique au nord comme sud, peut non seulement s'appuyer sur la réunification économique instaurée *de fait* par le protocole, et se voit enfin pleinement légitime à revendiquer la mise en œuvre de la disposition clé de l'accord de Belfast, à savoir, un réfé-



Conor Murphy, Mary Lou McDonald and Michelle O'Neill. © Sinn Féin - CC BY 2.0.

rendum sur la réunification formelle de l'Irlande (mais on notera que selon l'accord de 1998, il continue de revenir au pouvoir britannique de juger de l'opportunité d'une telle consultation). Celui-ci pourrait signer la fin de l'ancienne mainmise coloniale britannique sur le nord de l'île. Pour la présidente du Sinn Féin, M.-L. MacDonald, cet objectif a vocation à être atteint d'ici cinq à dix ans dès lors qu'il faut, explique-t-elle, procéder de manière ordonnée, avec le plus habile respect possible des identités enracinées de longue date (« britanniques », protestantes unionistes et loyalistes) qu'il s'agit de reconnaître et d'inclure, loin de tout esprit de revanche, dans un nationalisme multiculturaliste régional singulier (qui pourrait cependant aboutir à la reconduction pure et simple des sectarismes historiques, ces terribles obstacles à toute solidarité de classe).

Ces possibilités sont imminentes mais comme on le devine sans peine, rien ne va de soi dans cette affaire. Dans les jours qui ont suivi cette élection, la ministre des affaires étrangères de Johnson, Liz Truss, a fait savoir que le gouvernement de Londres n'avait « pas d'autre choix » que de se débarrasser de diverses dispositions du protocole négocié avec l'UE, dès lors qu'il s'agissait désormais de préserver rien moins que la « paix intérieure ». Dans l'éventualité d'un déni de démocratie aussi grossier, et d'une trahison aussi flagrante des règles convenues tant avec l'UE que dans le cadre de l'accord de Belfast, on voit assez mal comment pourrait ne pas se poser le recours – certes toujours regrettable – à la violence, ce

lorsque l'ordre démocratique libéral commettrait l'atrocité de servir d'autres intérêts que ceux de la vieille puissance coloniale et de ses culs bénis les plus indéfectibles.

On voit ici comment la crise prolongée du Brexit fait surgir les limites de l'accord de 1998 qui avait pourtant si bien permis, en son temps, à l'axe impérialiste anglo-états-

unien de poser en médiateur habile et bienveillant de conflits ancestraux et apparemment insolubles – ce, cinq années seulement après les accords d'Oslo, dont les limites appurent incomparablement plus vite, il est vrai. Il demeure, cela dit, que la situation reste en bonne partie suspendue à ce que pourrait être l'attitude américaine en réponse aux ruptures de contrat envisagées (à l'heure où l'on rédige ces lignes) par le pouvoir britannique⁶. Déjà, en septembre dernier, Joe Biden faisant savoir dans les termes les plus clairs qu'il était « *particulièrement attaché* » aux dispositions concernant l'Irlande et l'Irlande du Nord et que, tant de son propre point de vue que de celui de ses collègues républicains, il ne pouvait

être question de revenir dessus.

Les choses n'étant pas encore suffisamment compliquées comme ceci, il faut ajouter deux composantes supplémentaires indirectes, mais importantes, à cette configuration de rapports de forces.

VERS UN AFFAIBLISSEMENT QUALITATIF DU POUVOIR DE LONDRES

La première a trait au fait que, comme chacun sait, la question de la réunification de l'Irlande (et la fin du Royaume-Uni, seule issue réelle à la crise du Brexit) n'est pas la seule question nationale posée au pouvoir londonien. L'autre vient d'Écosse où le parti nationaliste (SNP) a un peu plus renforcé son hégémonie lors des élections locales du début mai. Là aussi, la question prioritaire est celle d'un nouveau référendum sur l'indépendance (après celui de 2014, à une époque où les Écossais, très majoritairement pro-UE, ne savaient pas encore qu'un vote anglais leur imposerait un repli contraint dans l'espace impérial historique du pouvoir londonien). On peut assurément compter sur ces deux dynamiques nationales et nationalistes irlandaise et écossaise pour se stimuler et se renforcer mutuellement.

Or, plus d'Irlande du Nord, plus de Royaume-Uni ; plus d'Écosse, plus de Grande-Bretagne. Et incidemment, le séparatisme gallois, certes moins fort, ne suit toutefois pas si loin derrière tant la sortie de l'UE et la fin des programmes de fonds structurels dépossèdent le Pays de Galles aussi, financièrement et politiquement, d'une grande partie de la souveraineté qu'il pensait avoir acquise. Pour Londres, une telle dislocation et perte de mainmise régionale (sur les trois « petites » nations du Royaume-Uni) signifieraient une ultime corrosion de la réputation d'État fort et de puissance impériale globale. On voit mal comment les adeptes Tory (suivis par un Labour toujours plus à droite) de la « renaissance » d'une Grande-Bretagne « globale » post-Brexit, réaffirmant sa place dans le monde, pourraient s'accommoder d'une telle déroute dans leur pré carré immédiat⁷.

Reste enfin une dernière composante, la république d'Irlande elle-même. Y souhaite-t-on réellement une réunification qui pour offrir le cadre inclusif nécessaire, aurait sans doute à renoncer à son capitalisme agressif, entre explosion là aussi des inégalités, crise du logement

catastrophique et paradis fiscal officielle ? On peut compter sur la bourgeoisie irlandaise – comme n'importe quelle autre – pour être plus soucieuse de « stabilité » du cadre des affaires que d'émancipation nationale. Nombre de ses intellectuels et de ses chroniqueurs, au fil des ans, n'ont en outre pas manqué d'exprimer leur rejet « *liberal* » et leur condamnation de l'extrémisme » et du terrorisme au nord, du Sinn Féin et de l'IRA⁸.

Le Sinn Féin contemporain, première force politique au sud et au nord de l'île, féminisé, rajuni, conduit par des dirigeantes de grande envergure¹, est-il à même de produire les termes d'un nationalisme émancipateur et progressiste renouvelé ? Sa dynamique politique récente mérite attention et solidarité. Reste à savoir ce que sa participation et sa légitimation accrues dans l'ordre institutionnel existant au nord et au sud fera de cette force politique : sera-t-elle le relai des aspirations émancipatrices et mouvements sociaux d'une nouvelle génération confrontée à l'extrême brutalité d'un capitalisme irlandais largement subalterne ? Saura-t-elle se mettre au service de la résurgence déjà en cours de visées progressistes pour l'ensemble de l'île, contre des institutions politiques et religieuses corrompues, décaties, hostiles de longue date aux bouleversements qu'une réunification effective entraînerait, et donc toujours déterminées à garder la main quoi qu'il arrive ? Ou le Sinn Féin s'enlisera-t-il dans les marais de la normalisation qui d'ores et déjà s'accorderait d'une réunification fédérale, par le haut, qui laisserait intacte l'autonomie

du Nord, cajolerait ses bigots réactionnaires monarchistes au nom du respect de la diversité culturelle, et se garderait de gâcher la fête des riches et de leur ordre politique sur mesure au sud ?

La « nouvelle ère », parfois un peu vite annoncée, n'est pas pour tout de suite. Mais, la poussée du Sinn Féin aide à en tracer les contours. □

1) Sinn Féin, pour mémoire, obtint 2,5 et 2,6 % des suffrages aux législatives en république d'Irlande en 1998 et 2002 respectivement. Aux législatives précédentes (2016), il avait atteint 13,8 %.

2) La république d'Irlande.

3) Lien que ses adversaires politiques ne cessent de le lui rappeler, bien entendu (mais sans toutefois parvenir à susciter l'effroi espéré).

4) Le DUP, pour Democratic Unionist Party, ouvertement pro-Trump, pour se faire une idée rapide et simple de l'orientation générale.

5) Déjà mis en grande difficulté par ses prédécesseurs, Arlene Foster (liée à un scandale qui coûta un demi-milliard aux finances du gouvernement nord-irlandais) et le créationniste Paul Givan. L'un et l'autre ont été poussés dehors par leur propre parti.

6) On ne pense pas, toutefois, que la Chine entende faire croiser sa marine de guerre en mer d'Irlande afin d'afficher son soutien à un système international « basé sur les règles », comme le gouvernement Johnson eut la grande et noble idée de le faire en mer de Chine au cours de l'été 2021.

7) Je reprends ici un thème très bien développé par Kieran Allen dans son *32 Counties : the Failure of Partition and the Case for a United Ireland*, Pluto Press, 2021, p.58-62.

8) Ibid. p.134-141. Merci à Clemence Saintmarie de m'avoir fait lire ce livre.

9) Le contraste avec le principal personnel politique britannique, d'un sordide pas si loin d'être divertissant, s'avère très remarquable. Notons en outre que parmi toutes les principales formations politiques nationales en Europe, le Sinn Féin est probablement celle qui exprime les positions les plus rigoureuses et les plus exemplaires sur la question israélo-palestinienne, encore souvent perçue, il est vrai, comme un miroir tendu à l'histoire coloniale de l'Irlande elle-même.



Manifestation contre le Brexit à Stormont. © By Sinn Féin - CC BY 2.0

Retour sur les théories classiques du fascisme

PAR OLIVIER DUSSART

Le terme fascisme est assez souvent utilisé dans le débat public. Mais que recouvre-t-il vraiment ? Pour essayer de cerner ce phénomène, nous nous proposons de revenir à la source en observant ses deux premières manifestations (malheureusement de grande ampleur) en Italie et en Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Dans un article publié en 2017, Vanina Giudicelli observe qu'en matière de définition du fascisme « souvent, le critère utilisé fait référence aux discours ou aux programmes (sécuritaire, raciste, liberticide, etc¹). ». On se heurte alors pourtant à une difficulté. Où situer la frontière entre les mesures programmatiques fascistes et celles qui ne le sont pas ? L'exercice est d'autant plus difficile dans un contexte comme celui que nous connaissons aujourd'hui en France de droitisation des discours politiques et médiatiques dominants.

LE FASCISME NE SE DÉFINIT PAS PAR LE DISCOURS OU LE PROGRAMME

Ainsi, avant 2016, on aurait pu considérer que l'extension des cas de déchéance de nationalité serait une mesure d'extrême droite voire fasciste. Or elle fut proposée par un président « socialiste ». De même, avant la récente campagne présidentielle, on aurait pu être tenté de qualifier de fasciste la thèse délirante du grand remplacement avant de la voir reprise par la candidate de droite « républicaine » Pécresse (tandis que, pour sa part, Marine Le Pen s'y refusait).

En fait, pour le fascisme (et plus largement sur ce point certainement l'ensemble de l'extrême droite), les orientations programmatiques n'ont aucune importance. « Notre doctrine est le fait » proclamait Mussolini lors du premier congrès fasciste en 1919. « L'action a enterré la philosophie » déclarait le même, quelques années plus tard, lors de la marche sur Rome². Selon Angelo Tasca « La vraie originalité (du fascisme) réside [...] dans la fonction déterminante et d'une certaine mesure autonome qu'y prend la tactique au détriment du programme [...] Le fascisme mène davantage une lutte de

positions qu'une guerre de principe. Sa ressource suprême est le fait accompli qui n'est tel qu'avec la prise de pouvoir³ ». Ce même mépris pour les questions programmatiques se retrouvait dans le national-socialisme. Trotsky décrit ainsi Hitler « l'agitateur ne conservait dans sa mémoire que ce qui rencontrait l'approbation. Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire. C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre. C'est ainsi que son programme s'étoffait⁴ ».

Vanina Giudicelli considère donc à juste titre que « Mettre l'idéologie ou les discours au centre de l'analyse des mouvements fascistes est [...] une erreur qui fige ce courant alors qu'il s'appréhende mieux à partir de sa dynamique. Ce qu'il a fait étant au moins aussi important que ce qu'il a proclamé⁵ ». À la suite de l'historien Robert Paxton, elle nous invite à « avoir une approche fonctionnelle du fascisme, c'est-à-dire de l'aborder à partir de ce à quoi ce courant politique a servi, les intérêts qu'il a défendus⁶ ».

On notera que ce rappel permet d'apporter un élément de réponse à une question souvent posée aujourd'hui. Comment comprendre les multiples changements de cap du FN/RN, du reaganisme à la française des années 80 à une certaine démagogie sociale par la suite, de la sortie de la zone euro à son maintien (en passant par la résurrection de l'Euro !). Comment expliquer aussi que Marine Le Pen rassemble plus de 13 millions de suffrages alors que, notamment lors des deux débats présidentiels de 2017 et 2022, elle a étalé l'inconsistance et l'incohérence de son programme.

En fait, consistance et cohérence programmatiques n'ont aucune importance aux yeux du FN/RN et – aspect essentiel... aucune non plus pour l'essentiel

de son électorat, ce qui constitue un point commun entre ce parti et les fascismes classiques.

Une première conclusion s'impose donc à ce stade. Les partis fascistes n'avancent aucune mesure programmatique qui ne pourrait pas être avancé par des organisations non fascistes (des partis bourgeois traditionnels par exemple). Les spécificités du fascisme sont donc à chercher ailleurs.

LA RÉGÉNÉRESCENCE DU GROUPE ETHNIQUE OU NATIONAL MENACÉ

Un premier point commun des organisations fascistes réside dans l'importance centrale accordée à l'idée de l'urgence d'une régénérescence du groupe (national ou ethnique) menacé dans son unité par :

- des périls extérieurs (les étrangers),
- des périls intérieurs (notamment les nationaux « de papier » mais aussi le mouvement ouvrier qui déchire l'unité nationale par sa référence à la lutte des classes).

Le groupe menacé sera essentiellement défini « comme une communauté de sol et de sang, à la limite de race, plus encore que de culture⁷ ».

Robert Paxton parle, pour sa part, d'une « préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société, pour son humiliation et sa victimisation, pour les cultes compensatoires de l'unité⁸... ». Alain Bihl observe enfin « sur le plan institutionnel, [le fascisme] se fait le champion de l'unanimité nationale contre le multipartisme de la démocratie parlementaire, des droits



des peuples contre les droits de l'homme et du citoyen, de la communauté nationale contre l'individu. Sur le plan moral, méconnaissant la liberté de conscience, il exige la soumission et le sacrifice de l'individu au salut du corps national⁹ ».

Reste que si cette « *préoccupation obsessionnelle* » se retrouve dans tous les fascismes, elle ne leur est pas propre et caractérisera, de manière plus générale, tous les courants d'extrême droite¹⁰. On peut penser, par exemple, au monarchiste Maurras et à sa dénonciation des quatre États confédérés (protestants, francs-maçons, juifs et métèques) mettant en danger l'unité nationale.

Là aussi, la spécificité du fascisme est donc à chercher ailleurs et nous proposons de retenir les trois critères cumulatifs de définition évoqués par Vanina Giudicelli¹¹.

LES TROIS CRITÈRES CUMULATIFS DÉFINISSANT LE FASCISME

Un mouvement de masse extra institutionnel

En premier lieu, à la différence des partis bourgeois et d'autres formations d'extrême droite, le fascisme ne s'appuie pas (du moins jusqu'à son arrivée au pouvoir) sur les forces de répression et d'encadrement classiques (armée, police, église, école...) de l'État bourgeois mais sur un mouvement de masse extra institutionnel. Vanina Giudicelli écrit très justement : « *Car si ceux-ci (les partis libéraux et conservateurs) s'appuient sur les leviers idéologiques ou institutionnels traditionnels du capitalisme qui poussent à la passivité de la population (comme l'école, les médias, l'Église, l'État, la police, l'armée), le fascisme cherche à l'enrôler, la galvaniser et la discipliner, notamment par le biais des structures parallèles qu'il construit¹² ».* Cela conduit Eric Hobsbawm à ce constat contre-intuitif : le fascisme « *appartenait à l'ère de la vie politique démocratique et populaire que les réactionnaires traditionnels déploraient¹³ ».* Pour sa part, Angelo Tasca précise « *Le fascisme n'est pas une pure réaction mais une réaction qui se sert des méthodes des masses, les seules efficaces dans la situation d'après-guerre. Il tente de transposer la lutte sur le terrain de ses adversaires, de saper leurs influences auprès des masses¹⁴ ».*

Bien entendu, le fascisme met en mouvement ces masses autour une discipline de fer (une organisation d'« *armée en*

*campagne¹⁵ »), du culte de l'autorité et du chef. Les devises du fascisme « *croire, obéir, combattre* » et de la SS « *Mon honneur s'appelle fidélité¹⁶ »* témoignent de cet esprit.*

Un mouvement petit-bourgeois

En second lieu, le centre de gravité de ce mouvement de masse réside dans la petite bourgeoisie¹⁷. Contrairement à ce qu'imaginaient Marx et Engels¹⁸, les classes intermédiaires ne se sont pas prolétarisées et n'ont pas disparu comme « *fraction indépendante de la société moderne* ». « *Pourquoi cette résistance ?* », s'interroge Daniel Guérin en 1936 : « *parce que le producteur indépendant préfère son sort, pourtant chaque jour plus précaire à la condition prolétarienne ; parce que, pour la même raison, des prolétaires s'évadent chaque jour de leur classe, viennent grossir les rangs des classes moyennes¹⁹ ».* Parallèlement, de nouvelles classes moyennes apparaissent. À la différence des classes intermédiaires classiques, elles sont salariées mais exercent des fonctions d'encadrement et bénéficient de salaires qui leur donnent le sentiment de s'élever au-dessus du reste du salariat.

Au lendemain du premier conflit mondial, ces catégories intermédiaires (classiques ou nouvelles) sont paupérisées par la guerre et ses conséquences économiques immédiates notamment l'inflation et le chômage²⁰. Elles voient, de surcroît, avec angoisse dans le développement du capitalisme monopoliste, un facteur de prolétarianisation et de déclassement. Nous les trouvons donc sur-représentées (surtout au début) dans les partis fascistes. Ainsi, travailleurs indépendants, cols blancs, fonctionnaires étaient, à la veille de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, sur-représentés (entre 50 et 80 % en plus par rapport à leur poids dans la société) dans le parti national-socialiste²¹.

Habituellement, les classes moyennes n'ont pas d'orientation politique propre et oscillent selon les rapports de force entre le mouvement ouvrier et le bloc bourgeois. Mais dans ce contexte des années 20, le calvaire²² vécu par les classes moyennes va se conjuguer à la faiblesse d'une bourgeoisie discréditée, incapable de stabiliser la situation et à un mouvement ouvrier divisé, affaibli par l'échec de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre et par la politique aussi fluctuante qu'erronée des staliniens. Aussi, beaucoup dans ces classes moyennes vont chercher un débouché politique autonome dans le fascisme.

Bien sûr, les fascistes vont chercher (et malheureusement réussir) à étendre leur base sociale. Ils vont ainsi attirer des éléments de la bourgeoisie mais aussi de larges secteurs ouvriers plutôt demeurés à l'écart de l'influence du mouvement ouvrier organisé (ouvriers agricoles notamment) ou situés à ses pôles (*lumpenprolétariat* d'un côté, aristocratie ouvrière de l'autre).

La démagogie sociale va être un moyen de mobiliser ensemble cette petite bourgeoisie et ces secteurs du prolétariat.

Sur la forme, cette démagogie est très présente : parti national-socialiste des travailleurs allemands en guise de nom, 1^{er} mai rendu férié par Hitler, journal de Mussolini dénommé « *quotidien socialiste* » sans oublier la présence du rouge sur le drapeau nazi.

Sur le fond, il s'agit bien sûr d'un anticapitalisme de façade. Comme l'observe Ernest Mandel, il « *n'attaque que certaines formes précises du capitalisme ("l'asservissement aux prêteurs", les grands magasins, le capital "accapareur" en opposition au capital "créateur", etc.) La propriété privée en tant que telle et le pouvoir du patron ne sont jamais remis en question²³ ».*

Daniel Guérin précise « *Le fascisme fait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part il flatte les classes moyennes en se faisant l'interprète fidèle de leurs aspirations rétrogrades ; d'autre part, il jette en pâture aux masses ouvrières – et tout particulièrement à ces catégories de travailleurs qui manquent de conscience de classe – un anticapitalisme utopique et inoffensif et il les détourne ainsi du véritable socialisme²⁴ ».*

Le nationalisme (particulièrement efficace dans des pays de constitution nationale récente comme l'Allemagne et l'Italie) va constituer le premier axe de cet anticapitalisme petit-bourgeois. « *Les masses sont prédisposées à croire que l'ennemi est moins leur propre capitalisme que le capitalisme étranger... Il (le fascisme) détourne l'anticapitalisme des masses vers la ploutocratie internationale²⁵ ».* Pour autant, le fascisme ne peut, sauf à se discréditer totalement, épargner la bourgeoisie nationale. Il porte alors sur elle une critique superficielle, axée sur sa faiblesse morale « *Les classes moyennes détestent la bourgeoisie d'une tout autre façon que la classe ouvrière. Elles ne souhaitent pas sa disparition en tant que classe. Tout au contraire, elles voudraient à leur tour devenir bourgeoise. Le fascisme lorsqu'il s'affirme antibourgeois, lorsqu'il dénonce la "dégénérescence" de la bourgeoisie, n'entend nullement s'attaquer à l'ordre social existant. Il veut au contraire rajeunir*

cet ordre par un apport de sang frais, de sang plébéen. Il flatte ainsi les classes moyennes tout en détournant les masses de la lutte des classes, du socialisme prolétarien²⁶ ».

Un mouvement indépendant de la bourgeoisie

Enfin la troisième caractéristique est l'autonomie par rapport à la bourgeoisie.

Ce point a fait l'objet de vives et nombreuses discussions au sein du mouvement ouvrier. Nombreux virent ou

voient encore dans le fascisme une force créée et organisée par le grand capital. Ainsi, en 1935, la III^e Internationale stalinisée valida une proposition de Dimitrov qualifiant le fascisme de « *dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier* ». Pourtant, en réalité, « *les fascistes construisent leur mouvement indépendamment de la volonté de l'État ou de la bourgeoisie²⁷* ». En effet, « *de telles masses humaines, les magnats financiers n'auraient jamais pu malgré tout leur or les dresser sur leurs jambes²⁸* ». Ainsi, indique Daniel Guérin, ce n'est qu'à l'été 1930 qu'une fraction du capital allemand (industrie lourde) commencera à financer largement Hitler²⁹.

Fruit de la volonté des classes moyennes de dégager une voie politique indépendante, le fascisme dont nous avons vu l'inconsistance programmatique ne peut pourtant mettre en place une politique alternative à celle de la bourgeoisie. Il va donc chercher un accord avec elle pour parvenir au pouvoir. « *Après une phase de développement indépendant lui permettant de devenir un mouvement de masse et d'engager des actions de masse, il a besoin du soutien financier et politique de fractions importantes du capital monopoliste pour se hisser au pouvoir³⁰* ».

De son côté, dans quelles conditions, la bourgeoisie peut-elle avoir intérêt à un tel accord avec les fascistes ? Après avoir vu les trois caractéristiques d'une organisation fasciste, nous proposons d'aborder ce point.



Le Congrès antifasciste de 1932 du Front uni, montrant le logo flanqué de bannières soviétiques au centre et des images du KPD à droite.
© Movimiento Nacionalista Palomo / Wikimedia Commons.

L'ARRIVÉE AU POUVOIR DES FASCISTES : LE FRUIT D'UN ACCORD AVEC LA BOURGEOISIE

Une domination de classe comme celle que la bourgeoisie exerce sur la société ne peut s'exercer dans la durée en se basant sur la seule coercition. De par l'étroitesse de sa base sociale, la bourgeoisie doit donc chercher du soutien dans la petite bourgeoisie et, si possible, dans des fractions du prolétariat. Pour cela, la démocratie libérale est un système de domination efficace tant qu'elle parvient à créer autour d'elle un bloc hégémonique avec une partie des classes subalternes. La démocratie libérale permet ainsi d'éviter l'instabilité que représenterait la thérapie de choc du fascisme et les risques de guerre civile entre celle-ci et le mouvement ouvrier. Or, dans l'Allemagne des années 20 et du début des années 30 (pour prendre cet exemple), les chanceliers bourgeois se succèdent sans qu'aucun ne parvienne à stabiliser la situation. Les classes moyennes s'autonomisent avec le fascisme. Malgré son affaiblissement suite à l'échec de la révolution allemande (1918-1923), le poids du mouvement ouvrier demeure, pour sa part, très important et une nouvelle poussée révolutionnaire demeure possible sinon probable. Face à ce péril, la bourgeoisie sait, de plus, que l'appareil répressif de l'État est relativement faible avec notamment une armée à laquelle le traité de Versailles interdit de dépasser les 100 000 membres.

Peu à peu, au fur et à mesure des échecs

des gouvernements bourgeois successifs, la bourgeoisie va se résoudre à faire appel aux fascistes pour stabiliser la situation. « *Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens "normaux" militaires et policiers de la dictature bourgeoise avec leur couverture militaire ne suffisent pas pour maintenir la société en équilibre³¹* ». Ainsi, ni en Allemagne ni en Italie, le fascisme n'est parvenu au pouvoir démocratiquement à la suite d'un processus électoral régulier. Pas plus qu'il n'y est parvenu par une prise de pouvoir par la force. Dans les deux cas, les fascistes furent invités par la bourgeoisie à prendre le pouvoir.

LE FASCISME AU POUVOIR : UN ÉTAT TOTALITAIRE AU SERVICE DES INTÉRÊTS DE LA BOURGEOISIE

Arrivé au pouvoir, le fascisme sert les intérêts de la grande bourgeoisie avec laquelle il s'est allié. En Allemagne et en Italie, la concentration du capital contre laquelle la petite bourgeoisie avait voulu lutter se poursuit avec les fascistes au pouvoir. La petite bourgeoisie sera « *parmi les principales victimes économiques et dupes politiques d'un régime qu'elles auront pourtant contribué à mettre en selle³²* ». De même le fascisme au pouvoir s'appuie désormais sur l'État qui se transforme en appareil totalitaire « *Alors et alors seulement, le fascisme prend des allures de dictature*



policière et militaire classique, tout en maintenant toujours une démagogie révolutionnaire pour continuer à s'assurer un appui dans les masses populaires³³ ». Le parti fasciste, parti de masse extra institutionnel, devient un appendice de l'appareil d'État devenu tout puissant. Contrepartie à l'accord, la bourgeoisie laisse, à regret, aux cadres petits-bourgeois du parti fasciste les postes de direction de l'appareil d'État.

QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LA SITUATION ACTUELLE : LE CAS DE LA FRANCE

À la lueur de ce retour historique, que penser de l'actualité du fascisme. Des forces fascistes ou postfascistes peuvent-elles arriver au pouvoir aujourd'hui ? Il convient en premier lieu de se demander si la bourgeoisie a intérêt aujourd'hui (ou peut avoir intérêt demain) à recourir à un mouvement fasciste. À la fin du siècle dernier, Alain Bihir avait répondu négativement sur ce point en soulignant alors la solidité du « nouveau bloc hégémonique dont le PS recentré sous la férule miterrandienne a jeté les fondations au cours des années 1980. Il en a résulté une "normalisation" de la vie politique française, désormais réduite à l'alternance régulière au pouvoir de coalitions tantôt de droite, tantôt de gauche [...] ne s'opposant plus que sur l'art et la manière de gérer dans le cadre, désormais tenu pour intangible, déterminé par les intérêts de la fraction hégémonique de la classe dominante, liée au processus de transnationalisation³⁴ ». Les scores d'Hidalgo et Péresse à la dernière élection présidentielle montrent que ce nouveau bloc hégémonique a désormais disparu. L'émergence de Macron, en 2017 a certainement constitué une tentative de construction d'un bloc hégémonique de substitution à l'alternance PS/LR discréditée. On peut douter, aujourd'hui, du succès de l'entreprise. Loin du profil « ni de gauche ni de droite » qu'il voulait initialement endosser, Macron est aujourd'hui largement perçu comme le représentant de la classe dirigeante (« le président des riches ») largement détesté en dehors de celle-ci. Loin d'avoir constitué un nouveau bloc hégémonique, LREM semble s'être limité à remplacer LR déclinant comme parti de la bourgeoisie avec une base sociale très étroite. La bourgeoisie se trouve donc confrontée à une nouvelle grave crise d'hégémonie dans un contexte de crise

sociale et écologique susceptible de provoquer des résistances importantes des travailleuses et travailleurs à ses attaques. On ne peut donc écarter qu'elle puisse, selon l'évolution de la situation, souhaiter recourir à l'option fasciste³⁵. Mais ce recours implique qu'existe dans le paysage politique, un parti fasciste de masse. Dans le cas de la France, assurément, le rassemblement national remplit un grand nombre des critères de définition du fascisme vus dans cet article : volonté de régénérer la nation menacée dans son identité, base sociale petite-bourgeoise, autonomie par rapport à la bourgeoisie. IndifférentEs à la cohérence programmatique du parti qu'ils/elles soutiennent, les partisans du Rassemblement national semblent vérifier certains des éléments de la mentalité fasciste présentés par Alain Bihir, il y a 25 ans, « *Le désir d'être aimé (reconnu et valorisé) par autrui et par soi-même [...] Désir précisément mis à mal chez ceux qui sont ou qui redoutent de devenir les "laissés-pour-compte" de la crise [...] Les mouvements fascistes répondent par leur idéologie nationaliste qui permet à des individus déboussolés [...] de regagner identité, confiance et fierté en se sentant [...] membre de la grande communauté nationale*³⁶ ». Pour autant, le rassemblement national diverge des courants fascistes classiques sur un point l'organisation et la galvanisation des masses en dehors du cadre institutionnel. Avec cette différence, peut-on considérer que le Rassemblement national est un équivalent fonctionnel du fascisme ? La question est en débat L'ambition de cet article n'était pas de le trancher mais de rappeler quelques repères pouvant être utiles dans la manière d'appréhender les possibilités de résurgence de mouvement fasciste aujourd'hui. □

- 1) Vanina Giudicelli. « Existe-t-il un danger fasciste en France ? », Contretemps. 4 mai 2017
- 2) Déclaration à Giuseppe Bevilacqua. La Stampa, 31 octobre 1922.
- 3) « Fascismes un siècle mis en abîme ». Collectif. Syllepse, 2000, p.31, article extrait de Contre le fascisme, Genève 1970.
- 4) Léon Trotsky. Qu'est-ce que le national-socialisme ? Œuvres. 1933.
- 5) Op cit. Giudicelli.
- 6) Ibid.
- 7) Alain Bihir, Le spectre de l'extrême droite, les Français dans le miroir du Front national, Éditions de l'atelier, 1998, p 159.
- 8) Vanina Giudicelli op cit.
- 9) Alain Bihir, op cit.
- 10) « En ce sens, le fascisme n'est qu'un nationalisme radical, poussant le fétichisme de la nation, jusqu'à ses plus extrêmes conséquences idéologiques et pratiques », Ibid
- 11) Vanina Giudicelli op cit.
- 12) Vanina Giudicelli op cit.
- 13) Eric Hobsbawm, L'âge des extrêmes Histoire du court XX^e siècle. Édition complexe/Le monde diplomatique 1999, p.163.
- 14) Angelo Tasca, op cit.
- 15) Antonio Gramsci. « La crise italienne ». L'Ordine Nuovo, 1^{er} septembre 1924.
- 16) Édifiante aussi, l'affiche du parti national-socialiste de 1934 « Guide, nous te suivons ».
- 17) Vanina Giudicelli op cit.
- 18) « Petits industriels, commerçants et rentiers, artisans... tout échelon inférieur des classes moyennes de jadis tombent dans le prolétariat » Karl Marx et Friedrich Engels, Manifeste du parti communiste, 1848.
- 19) Daniel Guérin, Fascisme et grand capital, Syllepse, phénix édition 1999, p 46.
- 20) Alain Bihir, op cit p 157.
- 21) Chris Harman, Une histoire populaire de l'humanité, La Découverte, 1999 p 526.
- 22) Daniel Guérin décrit ainsi la situation des classes intermédiaires au lendemain de la première guerre mondiale, op cit p. 47.
- 23) Ernest Mandel, La théorie du fascisme chez Léon Trotsky (1973), préface de Comment vaincre le fascisme, Léon Trotsky, La Brèche 2021, p.40.
- 24) Daniel Guérin op cit p.79.
- 25) Ibid p 80.
- 26) Ibid.
- 27) Vanina Giudicelli, op cit.
- 28) Daniel Guérin, op cit p 45.
- 29) Ibid p 43.
- 30) Ernest Mandel, op cit p 40.
- 31) Léon Trotsky, op cit p 111.
- 32) Alain Bihir, op cit p.159.
- 33) Ibid p 158.
- 34) Ibid p 162.
- 35) Ugo Palheta, La possibilité du fascisme, La Découverte, 2018.
- 36) Alain Bihir, op cit p.162.



Dresde, Allemagne, 1923/24, manifestation communiste contre le fascisme. © World History Archive

Italie : la galaxie fasciste

PAR CHECCHINO ANTONINI

Checchino Antonini décrit les liens entre les groupes d'extrême droite en Italie, leurs actions et leurs liens avec institutions.

Le samedi 9 octobre 2021 au soir à Rome, quelques centaines de personnes ont attaqué le siège national de la CGIL¹, le plus ancien et le plus important des syndicats italiens. Étaient présents les dirigeants de *Forza Nuova*, organisation – petite mais durable – de la droite extrême. L'un de ces dirigeants, Giuliano Castellino, n'aurait pas dû être dans la rue mais il s'est dérobé, pour la énième fois, à la surveillance spéciale dont il fait l'objet pour « violation répétée des normes anti-covid ». Cette mesure s'applique à quiconque est considéré « socialement dangereux », ce qui n'a pas empêché Castellino d'être bien en vue dans les manifestations *No Vax*, lors du déferlement de la pandémie.

Quarante-cinq ans, un pedigree dans différents groupes de la diaspora fascistoïde, entrant et sortant, jusqu'à son ancrage dans *Forza Nuova*, Castellino est apparu dans plusieurs enquêtes, comme celle concernant les ultras du Stade della Roma sur les présumés chantages au président de l'équipe pour extorquer des billets d'entrée, ou celle concernant un attentat en 1999 dans le cinéma « repaire de juifs » qui projetait un film sur le procès du criminel nazi Adolf Eichmann. Puis il a été « pincé » avec cent grammes de cocaïne et empêtré dans une fraude de plusieurs millions au détriment du service sanitaire national. Il a fini en prison en 2019 et a été condamné en première instance pour l'agression de deux journalistes ; deux ans avant, il avait fait partie des fascistes qui voulaient empêcher l'évacuation d'un logement social qui avait été affecté à une famille d'origine érythréenne. Il sera condamné deux ans après pour violence, blessures et résistance à agent

public et pour participation à une manifestation non autorisée.

Voilà comment Castellino est devenu le lieutenant de Roberto Fiore, fondateur de *Forza Nuova*. À 19 ans, celui-ci avait été l'un des membres fondateurs du mouvement néofasciste subversif *Terza Posizione*. Dans les années quatre-vingt, il avait été condamné, en première et en seconde instance, pour association subversive et bande armée, mais il n'avait pas effectué la peine parce qu'il avait fui à l'étranger. En 1999, quand les délits avaient été prescrits, il était revenu en Italie : il avait vécu jusque-là en Angleterre où il avait ouvert avec, dit-on, la caisse de *Terza Posizione*, une agence d'organisation de vacances studieuses. Ce n'est qu'un petit morceau de l'empire économique dont font aussi partie d'étranges associations, riches, de défense de la religion catholique, mais aussi anti-avortement, négationnistes, antisémites (par exemple le Saint George Educational Trust qui semble avoir financé la participation de *Forza Nuova* à la galaxie *No Vax* depuis le printemps 2020), et en lien avec des auteurs de troubles phalangistes espagnols. Il est important de souligner le lien étroit de l'extrême droite fasciste italienne avec les gangs mafieux, des secteurs de l'église traditionaliste, des forces armées et des corps de police, « fausses barbes » plus ou moins détournées. Son bras européen s'appelle Alliance pour la Paix et la Liberté et *Forza Nuova* y fait très bon ménage avec l'Aube dorée grecque et d'autres très petites formations fascistoïdes.

Fiore, Castellino et les dirigeants de *Forza Nuova*, parmi lesquels un ex-terroriste du Nar (Noyaux armés révolutionnaires²) ont maintenant été arrêtés et sont en attente de procès

pour l'attaque de la CGIL. C'est un geste d'une haute valeur symbolique vu qu'historiquement le mouvement fasciste, en Italie, est né avec l'argent des propriétaires terriens et des industriels pour attaquer les sièges du mouvement ouvrier organisé. Six procureurs, qui établissent un lien entre les armes et la piste de l'argent, enquêtent simultanément sur *Forza Nuova*, qui voulait infiltrer et diriger la galaxie *No Vax*.

FORZA NUOVA ET LES NO VAX

Forza Nuova, née en septembre 1997, est parmi les plus anciennes formations néofascistes post-MSI³. De matrice catholique intégriste, elle s'inspire ouvertement, depuis toujours, de la Garde de fer roumaine fondée par Corneliu Zelea Codreabu, l'un des mouvements antisémites les plus sanguinaires que l'Europe ait jamais connus. Active dans les années trente et quarante, la Garde de fer a fini par collaborer avec les Nazis et pratiquer l'action terroriste à grande échelle. On peut lire sur un site très documenté, *l'Observatoire démocratique sur les nouvelles droites en Italie*, que *Forza Nuova* a attiré plusieurs fois l'attention de la magistrature. À de très nombreuses reprises, des militants et des dirigeants de *Forza Nuova*, ou qui en avaient été membres, ont été condamnés pour agressions violentes. Concernant la nature de cette organisation, ce qui a été particulièrement révélateur, ce sont deux déclarations de la Cour de cassation. La première, du 8 juin 2010, par une sentence contraire à une plainte de Roberto Fiore, considère



comme « *pleinement justifié l'usage des expressions* », « *nazifascistes* » et « *néofascistes* » à propos de *Forza Nuova*. La seconde, du 10 février 2011, lavait de l'accusation de diffamation le directeur et un journaliste du *Corriere della Sera*, dénoncés dans ce cas aussi par Roberto Fiore, pour l'interview d'un homme politique qui définissait l'organisation comme « *clairement fasciste* » et « *porteuse de valeurs comme la xénophobie, le racisme, la violence et l'antisémitisme* ». Le texte de la sentence affirmait qu'« *à la lumière des faits historiques et du cadre réglementaire en vigueur pendant les vingt années du fascisme, notamment des lois raciales* », la qualité de fasciste « *ne peut être épurée de la qualité de raciste et considérée comme non contaminée par le rapprochement avec le nazisme* ». Cette sentence a été très utile lors du procès où l'accusé était Franco Turigliatto, dirigeant historique de la Quatrième Internationale en Italie et sénateur de 2006 à 2008. Turigliatto avait quitté en direct un plateau de télévision pour protester contre la présence de Fiore dans la même émission. Fiore l'avait mal pris et avait porté plainte, sans succès, contre notre camarade qui, en quittant le plateau avait rappelé la nature fasciste et les actes criminels de *Forza Nuova*.

Forza Nuova, après avoir subi en mai 2020 une importante scission qui a donné naissance à la *Rete dei Patrioti* (réseau des patriotes) et vidé beaucoup de sections territoriales, a fait le choix stratégique de s'infiltrer dans les mouvements *No Vax* et *No Green Pass*, en radicalisant les mots d'ordre surtout contre la « *dictature sanitaire* ». La lutte avec un autre mouvement, *CasaPound Italia*, pour l'hégémonie dans la galaxie néofasciste, la

pousse toujours plus vers des dérives violentes. L'attaque de la CGIL servait à marquer son action d'un ton indubitablement fasciste.

Des représentants éminents de *Forza Nuova* considèrent eux aussi la crise interne comme « *dévastatrice* », crise contre laquelle l'« *action forte* » contre le siège de la CGIL aurait dû aider à revenir sur le devant de la scène, en rappelant aussi les attaques fascistes d'il y a cent ans contre les syndicats. Une action peut-être victorieuse du point de vue médiatique, mais désastreuse de beaucoup d'autres points de vue, vu que des difficultés croissantes dans d'autres parties de l'Italie et la concurrence avec *CasaPound Italia* et celle du récent *Movimento Nazionale - La Rete dei Patrioti* (MNRP), ont conduit beaucoup de membres de *Forza Nuova* à la quitter ou à adhérer à d'autres groupes d'extrême droite. Ces dernières années, signale *Antifascist Europe* (projet de recherche impulsé par la Fondation Rosa Luxemburg), il y a eu une augmentation alarmante des actions de haine, par les campagnes de discrimination sur le web ou par les agressions dans la rue contre des minorités, des migrants et des personnes LGBT. Ce sont en fait les cibles principales de la violence d'extrême droite, qui frappe aussi les étudiants ou les syndicalistes de gauche. Certains signes montrent aussi un risque d'escalade

au niveau terroriste, comme le prouvent des découvertes de dépôts d'armes des néofascistes, parfois co-gérés avec la pègre. Pour ne prendre qu'un exemple, l'attention des enquêteurs sur *Forza Nuova* a été attirée par les connexions anormales entre les membres de ce parti et certains porte-voix des *No vax*, comme Roberto Falco, frère d'Angelo, membre d'une bande liée aux clans criminels de Bari. Il semble que les chefs de *Forza Nuova* cherchent à recruter des personnes dans les chats *No Vax*, en portant une attention particulière à celles pour qui l'usage des armes est familier. Dans cette galaxie, on trouve aussi le mouvement des Gilets orange fondé par l'ex-général des carabinieri Pappalardo, devenu populaire pour ses déclarations homophobes et intolérantes, qui résonnent encore plus brutalement en pensant à son rôle militaire passé. Comme en France, forces de l'ordre et forces armées ne sont pas seulement un vivier d'extrémistes de droite mais aussi le véhicule pour un sens commun raciste, sexiste, homophobe et fascistoïde qui commence à gagner aussi des milieux plus amples de la société.

UNE GALAXIE NOIRE

À presque cent ans de la marche sur Rome persiste donc une galaxie néofasciste plutôt éclatée – *Antifascist Europe* a compté au moins onze organisations de toutes tailles – qui



Insulte homophobe (« Zapatero est un pédé ») devant les fenêtres d'une coalition d'extrême droite (« Alternativa Sociale ») à Pérouse, en Italie. Avec les drapeaux de Forza Nuova.

chaque jour essaient de conquérir une visibilité à travers des cérémonies bruyantes de commémoration du passé fasciste ou avec des actes de brigades dans les courbes de stades et dans les villes, contre des militants de gauche, des personnes LGBTI, des migrants. La galaxie noire est formée d'un réseau de groupes locaux, d'associations, de squats d'extrême droite, souvent liés aux trois principales organisations nationales évoquées ci-dessus : *CasaPound Italia* (CPI), *Forza Nuova* (FN), *Movimento Nazionale – La Rete dei Patrioti* (MNRP). Ce dernier représente une faction récente, après sa scission avec *Forza Nuova* ; il a malgré tout quelques points communs avec *CasaPound Italia*, faisant partie tous les deux d'un fan club fondé par d'ex terroristes néofascistes de *Terza Posizione*, pour ensuite créer des sites où organiser des services et des activités de temps libre.

MONTÉE DES PARTIS INSTITUTIONNELS D'EXTRÊME DROITE

Il y a une tendance visible à la baisse des adhésions concernant ces trois groupes principaux. Les partis institutionnels d'extrême droite, la *Lega* de Matteo Salvini ou *Fratelli d'Italia* de Giorgia Meloni, semblent obtenir malgré tout plus de suffrages, en nombre peut-être suffisant pour former une nouvelle majorité pour les prochaines élections politiques de 2023. Des données récentes sur les intentions de vote des Italiens, il ressort que le parti d'extrême droite *Fratelli d'Italia* a connu une forte croissance pendant ces derniers mois, arrivant à 21,5 % et se plaçant devant le Parti Démocrate, stable à 20,9 %. La Ligue de Matteo Salvini est en baisse à 17,5 %.

Ces deux partis représentent en fait un bloc conservateur et nationaliste, avec une proximité idéologique qui se traduit par des campagnes communes contre les ONG, les droits civils et humains, un fort euroscepticisme, des propositions anti-avortement et d'auto-défense. Ils sont cependant aujourd'hui divisés au Parlement, car *Fratelli d'Italia* représente l'opposition de droite au gouvernement, alors que la Ligue est complètement impliquée dans la majorité de Draghi. Il y a toujours des tentatives de

gagner l'hégémonie dans l'espace de l'extrême droite, même si c'est avec des conflits de basse intensité, sans affrontements ouverts. Au niveau national, *CasaPound Italia* et la Ligue ont surtout des relations de voisinage, et *Forza Nuova* et *Fratelli d'Italia* ont plus de liens de familiarité. De plus, il y a une lutte entre Matteo Salvini et Giorgia Meloni pour avoir le leadership de l'extrême droite. Tandis que le récent déclin de *Forza Nuova*, dont les leaders ont été arrêtés, a donné l'opportunité à leurs concurrents de mettre en avant une stratégie de substitution, en récupérant certains de leurs membres et même quelques sièges.

Si la présence ouvertement néofasciste dans le pays semble limitée dans les suffrages électoraux, il existe donc un fascisme *mainstream* dans lequel transitent des personnages liés à tel ou tel groupuscule extrémiste mais qui dans la Ligue et dans *Fratelli d'Italia* rencontrent une classe politique expérimentée, qui s'est développée pendant les années du gouvernement de Berlusconi qui, unique en Europe, bien avant Orban et Zelensky, a dédouané et adopté des idées et des personnes de la droite ouvertement fasciste. Une classe politique qui ne dédaigne pas de faire alliance avec des secteurs du crime organisé. *Fratelli d'Italia*, dont le logo symbolique a gardé la flamme du MSI, est actuellement le premier parti dans les sondages mais probablement aussi le parti qui a le plus grand nombre de cadres compromis avec les mafias.

Cette collusion entre secteurs industriels, criminels, maçonniques, appareils d'État et OTAN, est une constante, dans la longue histoire de la *fascisteria* italienne, comme l'ont démontré dans les années 70 l'histoire de la loge P2, les massacres d'État (attentats sanglants) et le récent résultat de l'enquête sur le massacre fasciste de la Place de la Loge à Brescia, le 28 mai 1974.

CASAPOUND ET SES DIFFÉRENTES FACETTES

Si *Forza Nuova* est bigote jusqu'à l'extrême, *CasaPound Italia* est plus laïque et a une approche *friendly*, racoleuse, qui essaie de s'approprier quelques mythes, styles ou personnages typiques de la gauche ou de

toute façon étrangers à la droite comme, par exemple, le personnage des bandes dessinées de Corto Maltese, l'auteur-compositeur Rino Gaetano ou même Che Guevara que l'on essaie de mettre dans le même Panthéon que celui où se trouvent l'écrivain D'Annunzio et quelques fascistes de la première moitié du XX^e siècle : Italo Balbo, Evola, Degrelle etc. Mais les deux formations fascistissimes possèdent toutes deux un curriculum criminel de haut niveau et pataugent dans l'océan des mécontentements causés par une crise économique sans fin aiguës par les mesures contre la pandémie.

Le modèle d'organisation de *CasaPound Italia* – fondé sur des squats sociaux identitaires – a inspiré des expériences similaires comme *Haus Montag* en Allemagne et *Casal Tramuntana* en Espagne. Ces groupes ont organisé ensemble plusieurs campagnes, comme celle du Front européen de solidarité pour la Syrie, qui a rassemblé en juin 2013 plusieurs de leurs membres à Rome pour manifester avec *CasaPound Italia*. D'autres pays aussi ont été impliqués, comme le Portugal avec *Escudo Identitario* et la Russie qui collabore à *Wotan Jugend*.

Cette dernière collaboration est en réalité étonnante parce que l'un des principaux liens de *CasaPound Italia*, ces dernières années, s'est situé de l'autre côté du front de la guerre, près du parti néonazi ukrainien *Pravi Sektor* alors que *Forza Nuova* collabore avec les milices prorusses de Dugin dans le Donbass. *CasaPound Italia* aime aussi traiter avec la France, en développant des rapports commerciaux au travers de sociétés, comme Carré Français, Badabing, Angelino Bros, Riwal Italie⁴ etc., toutes ayant leurs sièges en Italie mais avec des investissements de capitaux partiellement ou entièrement français.

Le geste criminel le plus odieux impliquant *CasaPound Italia* est le massacre du 13 décembre 2011, à Florence, quand un néofasciste a tué deux migrants sénégalais avant de se tuer à son tour avant d'être capturé. Les victimes se nommaient Samb Modou et Diop Mor, le tueur Gianluca Casseri,

considéré jusqu'alors comme un intellectuel de référence de l'organisation elle-même (il avait ensuite pris ses distances). CasaPound, souvent camouflée en comité de citoyens, est en première ligne dans les manifestations racistes contre les migrants, les réfugiés, les bénéficiaires étrangers de logements sociaux, dans les agressions contre les étudiants de gauche, dans les exhibitions musclées devant le Parlement contre le droit du sol et d'autres faits de la chronique noire.

Des centaines de ses militants et dirigeants ont été condamnés pour les délits les plus variés et les plus graves commis au nom du « les Italiens d'abord », le même slogan que celui de Salvini. Leur journal s'intitule justement le *Primato Nazionale* (« Primauté Nationale »).

Cela n'a pas empêché les partis de la droite officielle de désigner et parfois de faire élire des candidats membres de *CasaPound Italia* qui semblent être protégés par leur bonne étoile y compris aux sommets du ministère de l'intérieur où la Direction centrale de la Police de prévention (protocole N.224/SIG. DIV 2/ Sez.2/4333 du 11 avril 2015) avec signature en bas de page du directeur central, le préfet Mario Papa, a défini *CasaPound* comme une organisation de braves garçons très disciplinés, avec « un

style de militantisme efficace et dynamique mais rigoureux dans le respect des hiérarchies internes » poussés par l'objectif déclaré de « soutenir une réévaluation des aspects novateurs et de promotion sociale des années vingt » (du fascisme, mais le mot n'est pas utilisé !). Ce rapport valorise la « projectualité » clairement xénophobe du groupe « cherchant à obtenir l'affirmation d'un accord au-delà des schémas rigides des organisations de terrain », justement au moment où CasaPound Italia rapprochait ses forces de celles de Salvini.

Le leader de *CasaPound Italia* est aussi la voix du groupe musical Zet-Oalfa, ZOA qui, en grec, signifie « animaux », comme un célèbre bataillon des SS, et qui se caractérise par ses chansons en hommage à Hitler et à Mussolini ; « un, j'enlève la ceinture, deux, la danse commence, trois, je vise bien, quatre, coup de ceinture », c'est généralement Iannone, le chanteur des ZOA, qui le hurle depuis la scène et son micro pendant que le public dans la salle met cette strophe en pratique en commençant à se frapper. Plusieurs fois. Avec tant de blessures que, la danse finie, elles représentent de petites médailles dont on peut être fier. Le coup de ceinture apparaît comme un rite d'initiation. Et c'est peut-être l'unique note

de couleur dans cette liste de délits. Mais le fond de l'affaire, beaucoup moins rassurant, est qu'en absence d'un Nuremberg italien, et sous l'effet de la célèbre amnistie de 1948 – le garde des sceaux était alors le leader du Parti communiste, Palmiro Togliatti qui rendit leur poste à presque tous les fonctionnaires, les soldats et les policiers liés au fascisme –, les appareils administratifs et militaires italiens sont passés du fascisme à la nouvelle république en portant avec eux une sous-culture fascistoïde et une structure politique utile pour souder les différentes générations de fascistes prêtes à faire le sale boulot pour la Confindustria (le Medef italien), l'Otan et la droite de gouvernement, hier la Démocratie Chrétienne, aujourd'hui Berlusconi, la Ligue et *Fratelli d'Italia*. □

Traduction de Bernard Chamayou.

1) L'équivalent de la CGT

2) Groupe armé néofasciste italien actif de 1977 à 1985 et considéré comme responsable de plusieurs attentats sanglants.

3) Le Mouvement social italien (en italien, Movimento sociale italiano, abrégé en MSI) rebaptisé en 1972 Mouvement social italien – Droite nationale (Movimento sociale italiano – Destra nazionale, MSI-DN) était un parti politique néofasciste italien, fondé le 26 décembre 1946.

4) Riwal a été mêlé à des affaires de financement du FN-RN. (NDLR)



Extrême droite, l'expérience hongroise

PAR JANOS*

Aux dernières élections législatives d'avril 2022, la coalition au pouvoir, composée du FIDESZ du Premier ministre Victor Orbán et du Parti Populaire démocrate-chrétien, a obtenu 50% des voix. Un autre parti d'extrême droite, néonazi, Notre mouvement pour la patrie, a obtenu 5% des voix. Qu'est-ce qui caractérise ces partis et pourquoi en est-on arrivé là ?

Le Fidesz, Alliance civique hongroise, a été formé en 1988 sous le nom d'Alliance des jeunes démocrates (Fiatal Demokraták Szövetsége) en tant que mouvement militant de centre-gauche et libéral qui s'opposait au gouvernement stalinien au pouvoir, avec Orbán comme chef. Il est entré à l'Assemblée nationale après les élections législatives de 1990.

UN PEU D'HISTOIRE

Après l'élection, il a adopté le libéral-conservatisme qui a poussé les membres libéraux à partir et à rejoindre l'Alliance des démocrates libres. Il a ensuite cherché à nouer des liens avec d'autres partis conservateurs et, après les élections de 1998, il a réussi à former un gouvernement de centre-droit. Il a adopté le nationalisme au début des années 2000, mais sa popularité a légèrement diminué en raison de scandales de corruption. Il a été dans l'opposition entre 2002 et 2010 et, en 2006, il a formé une coalition avec le Parti populaire chrétien-démocrate, coalition qui ne s'est pas défaite depuis. Puis est arrivé le discours d'Ószöd (discours prononcé par le Premier ministre socialiste hongrois Ferenc Gyurcsány au congrès du Parti socialiste hongrois, MSZP, en mai 2006 à Balatonószöd. Bien que le congrès ait été confidentiel, le discours de Gyurcsány a été divulgué et diffusé par Magyar Rádió le dimanche 17 septembre 2006, déclenchant une crise politique à l'échelle nationale. Utilisant volontairement un langage vulgaire, Gyurcsány critiquait le MSZP pour avoir induit l'électorat en erreur et déclarait que son gouvernement de coalition n'avait adopté aucune mesure

significative au cours de son mandat.

Le discours d'Ószöd a été suivi d'énormes manifestations de masse et a restauré la popularité du Fidesz, ce qui a conduit le Fidesz à remporter une super-majorité aux élections de 2010. Après avoir repris le pouvoir en Hongrie, il a adopté des politiques nationales-conservatrices et s'est déplacé davantage vers la droite. Il est également devenu plus critique à l'égard de l'Union européenne, ce qui a conduit le parti à être qualifié d'eurosceptique. En 2011, la nouvelle Constitution hongroise a été adoptée au parlement et elle est entrée en vigueur en 2012, bien qu'elle ait fait l'objet de controverses en raison de sa consolidation du pouvoir au Fidesz. Une clause en particulier lui est très favorable : la prime au parti (ou coalition) ayant le plus de voix. Sa majorité de sièges est restée après les élections de 2014, et suite à l'escalade de la crise des migrants, le Fidesz a commencé à utiliser une rhétorique populiste de droite et anti-immigrés. Depuis sa création, sa position politique a radicalement changé, Orbán décrivant son modèle de gouvernement comme une « démocratie chrétienne illibérale ».

Suite à la précédente élection qui s'était tenue en 2018, il détenait la majorité à l'Assemblée nationale avec 117 sièges, alors qu'il n'avait obtenu qu'une majorité relative de 49 % des voix. Il occupe également la présidence depuis 2010 et jouit de majorités dans les 19 législatures de comté, tout en étant dans l'opposition à l'Assemblée générale de Budapest. Le Fidesz a d'abord été membre de l'Internationale libérale jusqu'en 2000, après quoi il a rejoint le Parti populaire européen. Il en est resté membre jusqu'en

2021, et depuis lors, il a siégé au sein du groupe des non-inscrits au sein du Parlement européen.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'objectif principal d'Orbán a été d'établir un système politique qui permet l'accumulation de capital tant externe qu'interne. D'une part, dans les industries à forte intensité de capital et orientées vers l'exportation (telles que l'industrie manufacturière), cela signifie offrir un environnement commercial très rentable aux entreprises multinationales, par exemple en abaissant l'impôt sur les sociétés à 9 % (le plus bas de l'UE), en donnant des fonds publics généreux aux entreprises en échange de « création d'emplois », d'introduction d'une législation anti-travail, etc. Cela explique la position favorable envers Orbán des représentants du capital occidental. En revanche, dans les secteurs de l'économie moins capitalistes et plus orientés vers le marché intérieur (c'est-à-dire la banque, les médias, le tourisme, l'industrie énergétique, l'agriculture, la vente au détail, etc.), il y a eu une poussée pour construire une classe capitaliste nationale. Cette dernière stratégie nécessite bien sûr une certaine autonomie vis-à-vis de l'UE : taxes contre les banques étrangères et les multinationales de l'énergie, captation des fonds européens par les amis d'Orbán mettant les entreprises européennes dans les appels d'offres – et désormais liens économiques accrus avec la Russie et la Chine, doublé d'une forte rhétorique



anti-UE chez eux (pendant une décennie, l'UE a laissé les amis et la famille d'Orban s'emparer des fonds européens en toute impunité, mais a récemment engagé des procédures pour plus de transparence – la Chine et la Russie n'ont pas ce genre de prudence !). Cependant, la diversification des importations de capitaux ne signifie pas un relâchement des relations avec le capital occidental : la Hongrie, en tant que pays semi-périphérique, reste extrêmement dépendante de la technologie et du capital occidentaux. La collaboration avec les lobbies capitalistes automobiles allemands fait partie de cette relation – une histoire que les journalistes d'investigation de *Direkt36* (site de journalisme d'investigation qui vise à surveiller les personnes au pouvoir public et à dénoncer leurs abus, un peu comme *Mediapart* en France) ont couvert en détail en 2020.

LA POLITIQUE SOCIALE

La volonté de maintenir le niveau d'accumulation du capital après la crise de 2008, et notamment de soutenir la gestion de la crise par le capital occidental ainsi que celle des PME locales, a contraint le gouvernement Fidesz à supprimer les droits des travailleurs. Dans ce contexte, le gouvernement a complètement vidé les institutions du dialogue social tripartite, adapté le Code du travail aux besoins des employeurs, restreint le droit de grève, etc. La « loi esclavagiste » s'inscrit dans cette tendance (en Autriche, on a appelé cette loi la « loi BMW », car selon des sources anonymes, le constructeur automobile allemand a exigé cette modification juridique en échange de l'installation d'une usine de fabrication de voitures dans la ville de Debrecen). Les politiques anti-ouvrières qui durent depuis une décennie ont suscité du ressentiment parmi les travailleurs et les syndicats : les protestations contre la « loi sur l'esclavage » et les grèves salariales qui ont éclaté dans diverses entreprises en sont des signes clairs. Cependant, le mouvement syndical hongrois est loin d'être prêt à riposter de manière organisée. Le taux de syndicalisation est faible et diminue au fil des ans. De plus, les syndicats sont principalement présents dans le secteur public et dans les grandes entreprises multinationales, représentant la partie la moins précaire de la classe ouvrière hongroise. Après les protestations contre la « loi esclavagiste », plusieurs syndicats ont fait état d'une légère augmentation de leurs

effectifs, mais la plupart des personnes qui adhèrent à un syndicat aujourd'hui sont confrontées à une réalité crue et décevante : la grande majorité des syndicats hongrois conservent encore aujourd'hui la culture syndicale des années d'étatisme dit socialiste : à la place de l'organisation de la base, des meetings de masse et des actions collectives, il y a surtout du lobbying auprès des employeurs et une redistribution partielle des cotisations syndicales sous forme d'actes symboliques de bien-être (cartes cadeaux pour Noël, etc.). Au cours des deux dernières années, des signes d'intensification des efforts de syndicalisation ont été observés dans divers secteurs, mais le mouvement syndical hongrois est encore loin d'être une force politique majeure.

MESURES POPULISTES

Orban s'appuie sur une propagande efficace, relayée par des médias aux ordres, d'abord les télévisions publiques, mais aussi les médias privés, qu'il a fait racheter par les oligarques proches de lui à leurs anciens propriétaires d'Europe de l'Ouest.

L'axe principal de propagande est le soutien aux « familles hongroises » : prêt immobilier à taux zéro pour les familles (mariées, pas les couples !) qui s'engagent à avoir trois enfants, travail fourni par les mairies en zone rurale, très faiblement rémunéré mais assurant la survie des couches les plus pauvres du prolétariat (notamment les Roms) – nombre de villages votent 100% Fidesz! – et, suite à la crise ukrainienne, blocage

des prix de l'huile de tournesol et de la farine de blé, ainsi que de l'essence. En parallèle, Orban a instauré une *flat tax* de 16% (alors que la TVA est à 27% !), pour s'assurer a minima la neutralité des couches aisées.

L'autre ressort est le nationalisme, s'appuyant sur la nostalgie de la grande Hongrie (dépeçée par le traité de Trianon en 1920). Par exemple, les réfugiés ukrainiens choyés sont ceux qui viennent de la Transcarpatie, région d'Ukraine limitrophe qui faisait partie de la grande Hongrie et où on parle encore le hongrois.

POURQUOI ORBAN A VIRÉ À L'EXTRÊME DROITE

Initialement, Orban était un opposant au régime stalinien, libéral et pro-européen. Il a même gagné les élections de 2010 contre les socialistes en s'opposant aux franchises sur les médicaments et au plan d'austérité.

Mais son projet de développer un capitalisme hongrois s'est heurté aux règles européennes de libre concurrence. Même s'il ne visait que les secteurs demandant le moins de capital et le moins de concentration multinationale, comme les services, il fallait des capitaux et de l'expérience pour remporter les appels d'offres. Or le cercle autour de lui, famille et amis, n'avaient pas de capitaux (les bureaucrates des régimes dits socialistes ont des privilèges mais pas de capitaux). Il fallait donc tricher, truquer les appels d'offres, décourager les entreprises ouest-européennes et cacher tout cela aux Hongrois. D'où l'illibéralisme et le muselage des



Meeting du parti fasciste *Mi Hazánk Mozgalom*, le 23 octobre 2021 à Corvin köz, Budapest. © Elekes Andor.

médias. D'où des campagnes dont l'objectif essentiel est de faire diversion (critique des banques et sociétés énergétiques occidentales, loi anti homosexuels...). Économiquement, cela a conduit à une captation des fonds européens par le cercle rapproché d'Orban (avec une surfacturation des réponses aux appels d'offres de 25 % selon l'ambassade de France). L'Europe de Merkel a laissé faire, car en échange Orban garantissait une main-d'œuvre pas chère et docile aux multinationales, notamment Mercedes, Audi et BMW.

LE « MOUVEMENT POUR LA PATRIE »

« Notre mouvement pour la patrie » (en hongrois *Mi Hazánk Mozgalom*) est un parti politique d'extrême droite hongrois fondé par des dissidents du Jobbik qui ont quitté l'organisation après que la direction du parti s'est éloignée de ses racines radicales.

En mai 2019, il a été annoncé que le parti formerait la Légion nationale, un groupe d'« autodéfense » en uniforme similaire à Magyar Gárda, l'aile paramilitaire du parti nationaliste Jobbik, qui a été interdit en 2009. Lors des élections locales de 2019, le parti a réussi à remporter 8 sièges dans les assemblées des comtés.

Le parti s'oppose fermement aux droits des LGBT. Après la sortie d'un livre pour enfants, *Meseország mindenkié*, qui met en scène des membres LGBT et des minorités ethniques en tant que personnages, la vice-présidente du parti, Dóra Dúró, a qualifié le livre de « propagande homosexuelle » lors d'une conférence de presse et en a détruit un exemplaire en déchirant ses pages et en les faisant passer dans une déchiqueteuse. Cette action a provoqué une importante controverse et attiré l'attention internationale.

Au milieu de la pandémie de Covid-19, le parti a protesté contre les mesures de confinement mises en place par le gouvernement, les accusant d'« inciter à la panique » et de ruiner le pays. Le parti promeut également la réticence à la vaccination, en lançant une pétition contre l'utilisation des vaccins Covid sur les enfants âgés de 12 à 15 ans. Le parti soutient la réintroduction de la peine de mort.

LA CRISE UKRAINIENNE

L'invasion de l'Ukraine met Orban dans une situation difficile : d'une part il ne peut pas la supporter totalement, notamment en ce qui concerne l'histoire hongroise avec la Russie, mais d'autre part il ne veut pas se fâcher avec son

ami Poutine. Il a adopté une position d'équilibre : il accueille les réfugiés ukrainiens (en contradiction avec sa précédente politique anti-migrants, mais comme pour les autres pays d'Europe, les chrétiens blancs ne sont pas vraiment des migrants, surtout s'ils viennent de l'ancienne grande Hongrie !), il vote les sanctions mais il ne permet pas aux armes de traverser le pays et il refuse tout embargo sur le pétrole et gaz russes, sous prétexte de ne pas pénaliser les « familles hongroises ».

L'ÉCHEC DE LA COALITION ANTI ORBAN

Les six partis d'opposition qui ont formé une coalition électorale – MSZP (socialiste), Demokratikus Koalíció (centre gauche), LMP (écologiste libéral), Párbeszéd (écologiste centre gauche), Momentum (libéral) et Jobbik – ont publié un document intitulé « Garanties pour un changement d'ère » qui promet notamment « la rédaction d'une nouvelle Constitution [...] soumise à référendum », le retour « d'un service public audiovisuel équilibré » à la place « de la propagande fautive et haineuse », de « restaurer l'indépendance du pouvoir judiciaire », l'adhésion de la Hongrie au Parquet européen, l'instauration d'une loi électorale « fondée sur la proportionnalité » et l'élection du président au suffrage universel direct. Le système électoral fait qu'un parti ou une coalition présente à la fois un candidat au poste de Premier ministre et des candidats aux postes de députés. Celui qui a le plus de voix à l'élection (même si c'est moins de 50 %) gagne à la fois le poste de premier ministre et la majorité des députés.

À noter la présence dans la coalition du Jobbik (Mouvement pour une meilleure Hongrie, parti anciennement d'extrême droite qui s'est recentré.

Issu de racines radicales et nationalistes, à ses débuts, le parti se décrivait comme « un parti chrétien de principe, conservateur et radicalement patriotique », dont « l'objectif fondamental » est la protection des « valeurs et intérêts hongrois ». En 2014, le parti était clairement antisémite et un « parti néonazi ». De 2015 à 2020 (au milieu d'une rhétorique de plus en plus dure du Fidesz), le parti a commencé à se redéfinir comme un parti populaire conservateur plus modéré et a changé les éléments controversés de sa communication, culminant avec sa nouvelle déclaration de principes se définissant désormais comme un centre-parti pro-européen de droite avec quelques

tendances nationalistes modérées résiduelles (la position occupée à l'origine par le Fidesz). Selon la « Déclaration de principes » du parti, le Jobbik « se concentrera toujours sur les intérêts de la Hongrie et du peuple hongrois plutôt que sur un groupe politique ou une "idéologie" ». Quoiqu'il en soit, le Jobbik a voté la loi contre la « propagande homosexuelle » en 2021.

Lors des élections législatives hongroises du 8 avril 2018, le parti a recueilli 1 092 806 voix, obtenant 19,06 % du total, ce qui en a fait le deuxième parti hongrois à l'Assemblée nationale.

La stratégie de recentrage du parti entreprise en 2014 a eu pour effet l'émergence de formations dissidentes plus radicales, notamment « Notre mouvement pour la patrie ».

Le candidat de la coalition au poste de Premier ministre a été Peter Marki-Zai, qui se définit comme ex-électeur du Fidesz, déçu par la corruption et l'illibéralisme. Il se dit honnête, catholique et conservateur. Il s'oppose à l'augmentation du salaire minimum, estimant que le marché serait capable de réguler les rémunérations, et à une réforme du système fiscal. Dans un entretien donné à la presse en novembre 2021, il explique que « pour l'instant, il est dans l'intérêt de la Hongrie d'être un paradis fiscal », avec une imposition sur les sociétés de 9 %. Il est pour l'entrée de la Hongrie dans la zone euro.

Durant la campagne, il a défendu l'OTAN, déclarant même qu'il était prêt à envoyer l'armée hongroise en Ukraine si l'OTAN le lui demandait. Cette déclaration a été utilisée à outrance par la propagande du Fidesz, passant en boucle sur tous les médias pendant des jours, pour démontrer qu'il mettait en danger les « familles hongroises », et que seule la position « neutre » d'Orban pouvait protéger les « familles hongroises » de la guerre.

La leçon de cet échec est claire : faire une campagne libérale, sans aucune mesure pour les classes populaires, ne peut conduire qu'à l'échec face au populisme d'extrême droite ; l'Europe capitaliste est largement discréditée, alors que l'économie hongroise a été mise en couple réglée par les multinationales après la chute du mur de Berlin ; l'OTAN est vue comme une protection uniquement défensive, à condition de ne pas s'engager. □

***Janos est militant de la Quatrième internationale et correspondant d'Inprecor en Hongrie.**

Russie : signes effrayants d'un avenir possible

PAR ILYA BUDRAITSKIS

Le régime russe actuel représente une nouvelle forme de fascisme, écrit l'éditorialiste moscovite Ilya Budraitskis. Ce qui le distingue de celui du siècle dernier : il n'a besoin ni de mouvements de masse ni d'idéologie.

Dans les semaines qui ont suivi le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, la Russie de Vladimir Poutine est entrée dans une nouvelle phase de son histoire. Malgré la répression croissante, la Russie autoritaire mise en place au cours des vingt dernières années autorisait encore récemment une liberté d'expression limitée, une concurrence entre les partis dans le cadre d'une « démocratie dirigée » et, surtout, le droit à la vie privée.

Ce dernier, en particulier, était un élément clé de la dépolitisation permanente de la société russe : on pouvait ne pas être enthousiasmé par les décisions du gouvernement ou la rhétorique du président, mais on avait toujours la possibilité de s'échapper de la « politique » pour se réfugier dans les affaires quotidiennes ou le cercle familial. Aujourd'hui, alors que la lettre Z – sinistre symbole officiel de l'invasion de l'Ukraine – orne les fenêtres des transports publics, des écoles et des hôpitaux, l'espace confortable de la sphère privée a perdu sa raison d'être.

LA RÉPRESSION RESTE LE MONOPOLE DE L'ÉTAT

Les autorités exigent désormais de tous les citoyens une approbation publique sans équivoque de la guerre. Tout signe d'écart par rapport à ce devoir civique est condamné comme une trahison, toute diffusion d'informations sur la guerre qui diffère des

communiqués officiels du ministère de la Défense est considérée comme un crime.

Depuis le début de la guerre, des dizaines de Russes – jeunes et vieux, à Moscou et dans les villes de province – ont été accusés de « discréditer l'armée russe » sur la base des nouveaux articles du Code pénal. Ce n'est pas seulement le fait d'entrer sur une place avec une affiche anti-guerre qui peut donner lieu à une arrestation ou à une amende colossale, mais aussi un insigne pacifiste sur un sac à dos ou une déclaration irréfléchie sur le lieu de travail. La poursuite des dissidents n'est plus seulement l'affaire de la police, mais aussi celle de citoyens « vigilants », prêts à dénoncer leur voisin ou leur collègue.

Tout cela ne signifie toutefois pas que la dépolitisation a été remplacée par un fanatisme nationaliste de masse – au contraire : la propagande et la répression restent le monopole exclusif de l'État. Le soutien à la guerre est strictement dirigé d'en haut et ne permet aucune forme d'auto-organisation. Les autorités ont par exemple interdit à la droite radicale d'organiser de sa propre initiative des marches de solidarité pour l'armée russe – seules les autorités locales peuvent mener de telles actions selon un scénario unique approuvé par l'administration présidentielle.

Le soutien à la guerre ne peut se faire qu'en tant que soutien à Poutine, il

doit refléter la parfaite adéquation entre le leader national et son peuple – et rien d'autre. Toute personne qui n'est pas prête à le faire est considérée comme un soutien aux « nazis ». Cette fixation maniaque de la propagande officielle sur la « dénazification » et le prétendu « nazisme » semble justement suggérer les bonnes définitions pour le changement de nature du régime de Poutine.

DEUX APPROCHES CONTRADICTOIRES

On peut sans doute déjà l'affirmer avec une totale certitude : le régime politique actuel en Russie représente une nouvelle forme de fascisme – un fascisme du 21^e siècle. Mais quelles sont ses caractéristiques ? Qu'a-t-il de commun avec le fascisme européen de la première moitié du siècle dernier et qu'est-ce qui l'en distingue ? Une énorme série d'ouvrages historiques et philosophiques consacrés au fascisme du passé a apporté des réponses très différentes à la question de la nature du phénomène. Je voudrais me concentrer sur deux approches largement opposées : la théorie du « mouvement » et celle du « tournant ».

La première approche – que l'on trouve par exemple chez des historiens comme Ernst Nolte – considérait le fascisme en premier lieu comme un mouvement de masse visant à réprimer une menace révolutionnaire extérieure à l'État. Un État trop faible pour protéger la domination de l'élite dirigeante. Par

conséquent, le mouvement fasciste a détruit le monopole de la violence que l'État détenait sur ses opposants politiques de l'intérieur, puis – une fois au pouvoir – a modifié cet État de l'intérieur. En ce sens, les régimes fascistes italien et allemand étaient avant tout des mouvements qui transformaient radicalement l'État et lui donnaient une forme propre.

La seconde approche, en revanche, considérait le fascisme avant tout comme un renversement par le haut, exécuté par les classes dirigeantes elles-mêmes. C'est le sociologue austro-hongrois Karl Polanyi qui a défendu le plus clairement cette position, voyant dans le fascisme l'aspiration à la victoire définitive de la logique capitaliste sur toute forme d'auto-organisation et de solidarité dans la société.

Selon Polanyi, l'objectif du fascisme était l'atomisation sociale complète et la dissolution de l'individu dans la machine de production. Le fascisme était donc plus qu'une simple réaction au danger des mouvements révolutionnaires anticapitalistes – il était plutôt indissociable de l'imposition définitive

de la domination de l'économie sur la société. Son objectif n'était pas seulement la destruction des partis ouvriers, mais aussi de tout élément de contrôle démocratique par la base.

Le fascisme moderne – ou, comme l'a caractérisé l'historien italien Enzo Traverso, le post-fascisme – n'a pas besoin de mouvements de masse ni d'une idéologie plus ou moins cohérente. Son objectif est d'affirmer l'inégalité et la subordination des classes inférieures aux classes supérieures comme un fait indiscutable et incontestable. Comme seule réalité possible et seule loi fiable de la nature sociale. Après trente ans d'autoritarisme post-soviétique et de réformes de marché néolibérales, la société russe a été logiquement placée dans un état de victime silencieuse – un matériau malléable à partir duquel on peut construire un régime fasciste à part entière. L'agression extérieure, basée sur la déshumanisation complète de l'adversaire (les « nazis » et les « non-humains », selon la propagande de Poutine), est devenue un moment décisif dans le « tournant » provoqué par le haut.

CONTRE LA LOGIQUE CAPITALISTE

Bien sûr, le régime russe a ses propres caractéristiques uniques et a été créé par une combinaison complexe de circonstances historiques spécifiques. Il est cependant très important de comprendre que le fascisme poutinien n'est pas une anomalie, une déviation d'une évolution « normale » – même dans les sociétés occidentales.

Le poutinisme est le sinistre signe avant-coureur d'un avenir possible. Les partis d'extrême droite qui aspirent au pouvoir dans divers pays européens peuvent le provoquer. Pour lutter pour un autre avenir, nous devons tous repenser les fondements de la logique capitaliste – qui prépare discrètement, mais avec insistance, le terrain pour un « tournant » par le haut, qui peut se produire en un clin d'œil. Le vieux dilemme, quelque peu oublié, formulé par Rosa Luxemburg, « socialisme ou barbarie », est devenu une réalité actuelle pour la Russie et le monde depuis le matin fatidique du 24 février. □

Traduit du russe vers l'allemand par Anna Jikhareva, puis de l'allemand vers le français par Antoine Larrache.



Flash mob à la Platinum Arena de Khabarovsk le 11 mars 2022, organisée par Russie unie, le parti de Poutine. Le symbole Z représente le soutien à l'attaque de l'Ukraine. © khv27.ru

« Le fantôme stalinien ne s'est pas évaporé... il rôde sur la conscience de la possibilité d'un au-delà du capitalisme »

ENTRETIEN AVEC PATRICK SILBERSTEIN

*Patrick Silberstein, animateur des éditions Syllepse, raconte à l'occasion de la réédition du *Staline de Trotsky*, la trajectoire des analyses de l'URSS et de la Russie, de la NEP à la guerre en Ukraine.*

L'Anticapitaliste : Les éditions Syllepse viennent de publier une nouvelle édition de la biographie de Staline par Trotsky. En quoi se différencie-t-elle des éditions antérieures ?

Patrick Silberstein : Jusqu'à maintenant, les francophones n'avaient accès qu'à une édition à la fois incomplète, parce qu'inachevée, et quelque peu problématique. Basée sur l'édition américaine originelle, elle avait en son temps été contestée par Natalia Sedova : le traducteur du russe vers l'anglais y ayant interpolé des appréciations personnelles en les attribuant à Trotsky. On trouve trace de cette mésaventure dans des lettres publiées dans les *Œuvres complètes* de Trotsky rassemblées par Pierre Broué et son équipe. L'édition que nous proposons a donc écarté ces ajouts et surtout rétabli l'entièreté du manuscrit laissé en l'état par Trotsky. Souvent à l'état de notes. Plusieurs chapitres ont donc été ajoutés. Cela reste néanmoins un livre inachevé. Ce sont deux militants britanniques, Rob Sewell et Alan Woods, qui ont fait le job en explorant les archives rassemblées à Harvard. Page 2, M Éditeur et Syllepse ont donc assuré l'édition française, probablement définitive, du *Staline* de Trotsky. Et alors qu'à la faveur de l'agression contre l'Ukraine, une nouvelle main de fer s'est abattue sur les libertés

démocratiques en Russie, il est intéressant de rappeler qu'en 1941, le Kremlin avait fait pression sur l'administration Roosevelt, son alliée de l'époque, pour qu'elle fasse suspendre la sortie du livre. L'éditeur avait obtempéré et le livre n'est sorti qu'en 1946 aux USA et en 1948 en France dans une traduction de Jan Van Heijenoort.

Tu publies en même temps un court ouvrage, *La revanche du chien enragé*. Ton livre revient sur les débats sur la nature de l'URSS : État ouvrier dégénéré, capitalisme d'État... Peux-tu en rappeler les lignes de force et l'articulation chez Trotsky entre nature et défense de l'URSS ?

En travaillant à cette édition, j'ai ressenti plusieurs nécessités. D'abord rappeler quelques éléments sur ce qu'il était advenu de l'URSS et du système stalinien après la disparition de Trotsky : la guerre, la formation du « bloc soviétique », le 20^e congrès du PCUS, la « déstalinisation/glaciation », les révolutions coloniales et les révolutions et révoltes à l'Est, etc. Ensuite, il me semblait nécessaire de revenir sur les débats sur « la nature de l'URSS » qui ont secoué le mouvement révolutionnaire. On trouve d'ailleurs un lointain écho aujourd'hui avec les positionnements « néocampistes », voire pro-Russie, à propos de l'attaque de l'Ukraine. Il ne faut pas oublier que ces

débats, sous diverses formes, ne sont pas propres à l'Opposition de gauche ou au trotskisme, et qu'ils sont, on peut le dire ainsi, consubstantiels à la Révolution russe, de 1917 à Gorbatchev. Enfin, j'avais le sentiment depuis très longtemps que nous n'en avons pas fini avec la question bureaucratique, laquelle n'est pas, tant sans faut, limitée au stalinisme *stricto sensu*, ni évidemment à la Russie. Encore que la « question russe » est revenue sur le devant de la scène et qu'on ne peut séparer par un mur étanche l'URSS stalinienne d'hier de la Russie impérialiste d'aujourd'hui.

Pour répondre plus précisément à ta question, il faut avoir en mémoire que Trotsky, jusqu'à la fin de sa vie, est resté partisan de la « défense inconditionnelle » de l'URSS contre l'impérialisme. L'URSS étant caractérisée comme un « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré », lequel pouvait encore, selon lui, dans certaines circonstances, reprendre la marche vers le socialisme. À condition que les masses soient en état de se dégager de la gangue bureaucratique et « totalitaire » que faisaient peser sur la société soviétique les couches bureaucratiques issues de la révolution et installées sur la propriété étatique des moyens de production. Il fallait donc « défendre » l'URSS contre toute agression impérialiste qui ne manquerait pas de rétablir le

capitalisme. Toutefois, cette position de principe, critiquée par de nombreux courants révolutionnaires, ne signifiait en aucune façon pour Trotsky le moindre répit dans la bataille contre la bureaucratie stalinienne ni aucune condition formulée à l'adresse du Kremlin. D'où le terme, parfois mal compris, à mon sens, d'« inconditionnel ». En 1933, il écrivait ainsi : « *La politique étrangère du Kremlin porte chaque jour de nouveaux coups au prolétariat mondial. Séparés des masses, les fonctionnaires diplomatiques, sous la direction de Staline, blessent au plus vif les sentiments révolutionnaires des travailleurs de tous les pays, avant tout au grand dommage de l'URSS elle-même. [...] La politique étrangère de la bureaucratie complète sa politique intérieure. Nous combattons également l'une et l'autre. Mais nous menons notre lutte du point de vue de la défense de l'État ouvrier.* »

Le débat sur la « défense inconditionnelle » et sur la « nature » de l'URSS traverse les années 1930 et les années de la terreur stalinienne. En 1939, le pacte « stalinazi », ainsi que le désignait Alfred Rosmer, et l'attaque contre la Finlande allaient marquer un nouveau moment de tension et de ruptures. Pourtant, en 1941, l'invasion de l'URSS par le Reich allemand reposait la question, y compris chez certains de ceux qui étaient en désaccord avec Trotsky, de la défense de l'URSS. Ce sont, diront alors certains, les circonstances qui doivent déterminer le soutien ou non. L'invasion allemande était l'une de ces circonstances, évidemment. Après la guerre, avec la domination/exploitation de l'URSS sur l'Europe centrale et orientale, plusieurs membres de la 4^e Internationale, dont Natalia Sedova, estimeront que la défense inconditionnelle de l'URSS n'était plus de mise et qu'elle n'était en aucune façon « consubstantielle » au mouvement trotskiste : « *Le critère qui a toujours prévalu, écrit-elle, est celui-ci : la défense de l'URSS dans une guerre contre des ennemis extérieurs aide-t-elle ou entrave-t-elle la révolution mondiale ?* ».

La référence à la « défense » n'est pas

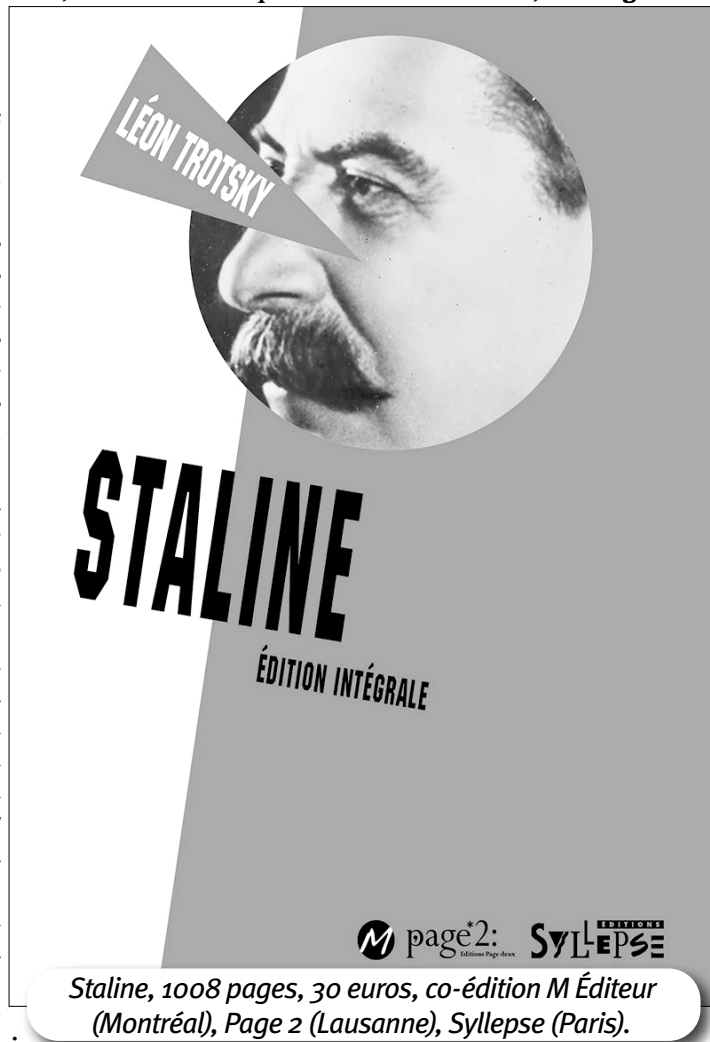
totallement indépendante de l'analyse que l'on pouvait faire de la société soviétique – société de transition bloquée, impasse historique, nouveau mode de production ou moment d'une longue période de transition de l'humanité... Cela nous renvoie à une question bien plus nodale : la propriété des moyens de production est-elle le critère unique suffisant pour penser une société de transition ? On verra ces débats resurgir avec force en Tchécoslovaquie en 1968. Pour en revenir à la question de la « défense », elle

la scène la question de la « défense inconditionnelle », indépendamment de la « nature de la RDVN¹ ». On pourrait d'ailleurs ajouter une nouvelle fois une pointe d'actualité à cette problématique avec l'Ukraine, laquelle, tout en étant un État bourgeois, réclame de notre part une défense « inconditionnelle ». Inconditionnelle mais en toute indépendance.

Tu rappelles que les oppositionnels de gauche des années 1920 craignaient d'abord la restauration du capitalisme privé dans la foulée de la NEP, alors que ce qui se jouait était l'ascension de la bureaucratie dans le cadre de l'économie étatisée. À quoi renvoie cette erreur : caractère inédit du phénomène ou surévaluation des effets des transformations de la propriété ?

C'était un phénomène d'une certaine manière inédit. Encore que la bureaucratisation de la social-démocratie, notamment allemande, aurait pu fournir quelques éléments de compréhension. Mais l'ampleur et la forme criminelle prise par le phénomène en URSS étaient absolument stupéfiantes. Surtout qu'elle était couplée avec une certaine réussite industrielle et technologique et à un développement de l'influence du communisme (le terme est d'ailleurs inexact). Qui allaient en aveugler plus d'un. Il est certain qu'une fois la bourgeoisie battue et le pouvoir aux mains des soviets – mais en réalité très vite aux mains du parti révolutionnaire

unique –, il pouvait sembler qu'il ne fallait craindre que la restauration féodalo-capitaliste, par l'intervention étrangère, puis capitaliste, par le biais de la NEP. Pourtant, comme le signale Moshe Lewin, à l'époque même de la NEP, le poids de la petite bourgeoisie commerçante et artisanale était numériquement insignifiant, alors que le nombre des fonctionnaires ne cessait de croître. Victor Serge rappelle d'ailleurs que le parti ouvrier, le parti



Staline, 1008 pages, 30 euros, co-édition M Éditeur (Montréal), Page 2 (Lausanne), Syllepse (Paris).

allait avec le temps perdre de son sens, même si elle a été maintenue dans leurs grimoires par de nombreux camarades. En effet, l'accession de l'URSS à l'arme atomique, la formation du glacis est-européen, les révolutions coloniales ou encore la répression des révolutions hongroises et tchécoslovaques montraient que la menace impérialiste était pour le moins relativisée sous sa forme classique. On peut même penser que la bureaucratie était elle-même un agent de l'équilibre inter-impérialiste. Toutefois, *a contrario*, la révolution indochinoise et sa longue guerre de libération allaient remettre sur le devant de

bolchevik, était devenu un parti d'ouvriers devenus fonctionnaires.

Capitalisme ou socialisme. Il n'y avait pas de voie autre véritablement envisagée. C'était un chemin linéaire. C'était ou l'un ou l'autre. En fait, la montée d'une bureaucratie d'origine révolutionnaire avait été évoquée, en filigrane d'abord puis de plein fouet. Mais trop tard et sans doute pas de manière adéquate. La montée d'une bureaucratie issue des rangs mêmes du parti et de l'État soviétique n'a donc été que tardivement pensée. Pour beaucoup des révolutionnaires du temps, la propriété d'État était la garantie suprême, alors même que les conditions sociales et politiques de l'URSS avaient déchainé des forces contre-révolutionnaires vivant des prébendes de l'économie étatisée et s'attachant à exproprier le pouvoir populaire. Pourtant, tous les signaux clignotaient et des hommes comme Rakovski, Sapronov et bien d'autres ont bel et bien tiré la sonnette d'alarme. Mais les masses étaient épuisées et de plus en plus passives, car écartées de fait de tout pouvoir, y compris dans une économie certes étatisée mais administrée par une bureaucratie ayant de plus en plus tendance à s'autonomiser.

Après la guerre, la défense de l'URSS n'empêche pas la plupart des organisations trotskistes de soutenir les révoltes ouvrières dans les pays satellites de l'URSS. Ensuite, les discussions sur la nature de l'URSS s'éteignent progressivement. Est-ce seulement un signe de faiblesse théorique ?

En 1940, Trotsky écrivait que la guerre mondiale et la révolution qui en sortirait décideraient du sort de l'URSS, « dans un sens ou dans l'autre ». « Vers le socialisme ou retour au capitalisme ». Il n'en n'a rien été, on le sait. Ni dans un sens ni dans l'autre. Il faudra encore un demi-siècle pour que, le grippage du système aidant – malgré les spoutniks et les chars –, les couches les plus hardies de la bureaucratie finissent de ronger de l'intérieur (Moshe Lewin parle de termites) la propriété étatique et passent du statut de « propriétaire de fait » à celui de « propriétaire de droit ». Ce qui, je le dis au passage, donne naissance à une bourgeoisie très particulière. On en prend conscience aujourd'hui.

Pour revenir aux révolutionnaires de ces

années tragiques, ils ont dû se débrouiller avec ce qu'ils avaient comme bagage théorique. Sous hégémonie stalinienne de surcroît. C'est certes facile de dire, après coup, nous qui avons vu le film jusqu'au bout, qu'ils se sont trompés et qu'ils étaient en retard sur l'évolution de la société « soviétique », etc. Leur engagement en faveur des révoltes et révolutions dans les pays satellites n'est pas en cause, évidemment. Toutefois, il faut dire aussi que les signaux d'alerte sur le « gap » théorique n'ont pas manqué – dès le début des années 1930, sans oublier les critiques de Rosa Luxemburg ou des libertaires. Mais pour diverses raisons, qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici, les nombreux lanceurs d'alerte n'ont pas été entendus. Non pas que leur analyse était « plus juste » ou « moins juste » que celle des « orthodoxes », mais ils avaient le mérite d'attirer l'attention sur les faiblesses de l'analyse classique. On paie encore le prix aujourd'hui qu'ils n'aient pas été écoutés ou qu'ils n'aient pas su se faire écouter, j'en suis persuadé.

Tu signales, dès ton introduction, que ces discussions ont encore une fonctionnalité pour les jeunes générations révolutionnaires. Peux-tu préciser ta pensée ? Ernest Mandel a écrit en 1965-1967 dans un texte reproduit en brochure (*De la bureaucratie*) : « Nous ne possédons pas de conception théorique préalable de ce que peut être la société de transition du capitalisme au socialisme. » Et il ajoutait : « s'il est difficile de définir d'une façon précise ce qu'est une société socialiste, nous savons par contre parfaitement ce qu'elle n'est pas. » À ton avis, en sommes-nous toujours au même point ?

Au même point ? Non. Je pourrais même dire que c'est par certains côtés différent et par d'autres pire. Pire, oui. Même si on fait l'expérience quotidienne du capitalisme, les salariéEs, les citoyenEs et les peuples ont fait l'expérience historique de la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe et de toutes les révolutions anticapitalistes depuis. Et ça, ça plombe. Le fantôme stalinien n'est pas un mauvais rêve, il ne s'est pas évaporé. Il est là, il rôde sur la conscience de la possibilité d'un au-delà du capitalisme. Il faut travailler théoriquement et politiquement la question de la bureaucratie. D'où mon attachement à la stratégie d'autogestion, pour éclairer ce vers quoi on veut aller pour dépasser le capitalisme et les cataclysmes qu'il fait déferler sur l'humanité

et la planète. « *Le sentiment de liberté est inséparable du sentiment de sécurité* », écrivait encore, décidément, Victor Serge, et il faut « traduire tout ceci en termes de revendications et de propositions » – j'ajouterai de pratiques politiques et de démonstrations. « *Ce n'est certes pas facile*, disait-il, *mais il est probablement périlleux de ne point le faire.* »

Au même point ? Non. C'est évidemment différent. Les conditions sociales, économiques, culturelles sont absolument plus favorables qu'elles ne l'ont jamais été. Les expériences démocratiques et autogestionnaires, petites et grandes, et les forces productives si développées, malgré les risques environnementaux, amènent à penser que les prochaines révolutions, notamment dans les pays capitalistes centraux, se dégageront, en marchant, des pesanteurs bureaucratiques qui menacent toujours. D'où l'indispensable nécessité de construire un programme et un projet et de mettre en œuvre des pratiques politiques démocratiques, autogestionnaires, d'autodétermination, pluralistes, etc. Malheureusement, si on regarde autour de nous, la situation politique est si détériorée et les mouvements sociaux radicaux et démocratiques pour le moins sur la défensive, on constate que dans la politique concrète, les pratiques bureaucratiques, substitutistes, étatistes, etc. sont toujours prégnantes et pesantes.

Au moment où Trotsky rédigeait son *Staline*, Victor Serge écrivait déjà que le socialisme devrait désormais faire la démonstration, presque préalable, qu'il serait « nettement supérieur par la condition qu'il apporte » aux humains. Et, comme en écho à cette réflexion, les théoriciens du printemps tchécoslovaque écrivaient, pardonne-moi cette longue citation : « *Le socialisme ne saurait triompher si les avantages que présente sa structure sociale, débarrassée de l'antagonisme de classe, ne se manifestaient pas dans une ouverture et une sensibilité particulières à l'égard des nouvelles dimensions du progrès de la civilisation. [...] Une orientation nouvelle, originale, du développement des forces productives. Des conditions et des objectifs de production cessant de détruire la nature [...]. Une orientation nouvelle, originale, du développement des forces productives.* »

Tout était dit. Ou presque. □

1) République démocratique du Viêt Nam, NDLR.

La guerre sociale en France

PAR HENRI WILNO

Ce livre de Romaric Godin vise à explorer les sources économiques du tournant autoritaire des régimes communément qualifiés de démocratiques, et notamment de la France qui constitue l'objet principal de sa réflexion. Au niveau idéologique, le néolibéralisme lui apparaît comme le responsable principal de cette évolution. Il rappelle que le néolibéralisme économique, contrairement à la doctrine libérale du XIX^e n'est pas un adversaire permanent de l'intervention de l'État dans l'économie. Au contraire, pour les néolibéraux, l'État doit intervenir quand c'est nécessaire pour permettre au marché de fonctionner et entreprendre les réformes nécessaires à cet effet (les fameuses « réformes structurelles »). La distinction entre libéralisme et néolibéralisme permet d'éviter un certain nombre d'erreurs d'analyse : en particulier, celle de ceux qui ont vu dans les centaines de milliards dépensés pendant la pandémie une conversion de Macron au keynésianisme. En fait, il ne s'agissait que de sauver l'entreprise privée : à aucun moment Macron n'a remis en cause une seule des réformes structurelles déjà faites (mesures Travail, suppression ISF, APL, etc.) et s'est toujours tenu prêt à relancer la machine dès que ce serait possible (cf. réforme de l'assurance-chômage et, à venir, des retraites).

L'auteur rappelle que le néolibéralisme a progressivement pris la place du keynésianisme en tant que modèle de référence des politiques économiques à partir de la crise et du retournement du début des années 70. Aujourd'hui, il est clair que le néolibéralisme n'a tenu aucune de ses promesses et n'apporte pas de solution aux problèmes majeurs de l'heure, notamment la crise écologique. Mais les dominants n'ont pas de solution de rechange et s'y accrochent donc. Tant pour les équipes politiques en place que pour l'extrême droite (malgré ses proclamations « sociales »).

Godin qualifie d'« hybride » le système économique et social français jusqu'à ces dernières années. Le néolibéralisme n'a pas eu en France le même effet

« rouleau compresseur » qu'ailleurs car il a dû composer avec des résistances sociales et politiques tenaces. Pour Godin, l'État français, jusqu'à la période récente, n'est pas l'État du capital mais une sorte d'arbitre plus ou moins neutre. Cette analyse de l'État est sans doute la plus importante des limites de son livre. Si le système est demeuré « hybride », c'est en fonction des résistances sociales fortes que l'État du capital, dont les « élites » dirigeantes sont depuis des décennies converties au néolibéralisme, n'est pas arrivé pas à briser com-



plètement. Au fil des années, et surtout depuis les années Reagan et Thatcher, souligne cependant Godin, les dirigeants français (de droite et de plus en plus du côté du PS) considèrent que la façon dont fonctionne le système social français est une aberration mais à chaque fois qu'ils essaient de mettre fin à tel ou tel de ses aspects, ils se heurtent à des résistances qui les obligent à faire des concessions pour faire passer leurs réformes.

Pour Romaric Godin, la situation change à partir de la crise de 2008-2009 : les néolibéraux sont décidés à pousser leur offensive et ils vont vraiment le faire à partir de 2015 (loi El Khomri sous Hollande) et surtout de la présidence Macron. Pour l'auteur, avec Macron,

l'État entre franchement dans une nouvelle étape où les dirigeants sont décidés à briser les résistances de ceux qui sont présentés comme des obscurantistes refusant la réalité du monde, ou bien des paresseux : « *Peut-on remplacer le monde tel qu'il va ? Je ne le crois pas* » a écrit Macron. Et pour mener à bien leurs offensives, les néolibéraux vont utiliser deux moyens. D'abord, le recours massif à l'instrument policier dont les violences sont niées et couvertes. Ensuite, la diversion au débat économique et social en créant des controverses sur l'immigration, la laïcité, le wokisme, l'islamo-gauchisme, etc. La guerre sociale se durcit et l'État devient donc de plus en plus autoritaire car il s'agit de se débarrasser vraiment des résistances au projet néolibéral.

On a ici résumé ce qui nous semble être les éléments les plus intéressants du livre de Romaric Godin (qui écrit par ailleurs des articles économiques importants dans *Mediapart*). On a déjà signalé la faiblesse de son analyse de l'État qui l'amène à écrire que l'État français des années 20 aux années 70 est « *désormais une puissance neutre dans le conflit social* ». Certes l'État ne réprime plus les mouvements sociaux dans le sang ainsi qu'il l'a fait tout au long du XIX^e siècle (ce que rappelle justement l'auteur) mais cela n'en fait pas un acteur neutre. Le mouvement ouvrier, ses combats, 1936, 1968... tout cela est aussi largement absent de son livre. Enfin, sa vision de la démocratie et des rapports entre celle-ci et le néolibéralisme est beaucoup plus sommaire que celle d'auteurs comme Dardot et Laval¹. Pour ces derniers, la démocratie se définit en opposition à l'oligarchie (le gouvernement des riches) : quel que soit le mode de désignation des dirigeants, les pouvoirs actuels sont des oligarchies. □

1) Pierre Dardot, Christian Laval, Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2016.

Voir <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/face-au-cauchemar-du-neoliberalisme>



« De la solidarité avec l'Ukraine à la justice globale »

La délégation française en Ukraine. DR

PAR CATHERINE SAMARY

Tel est le titre de la déclaration préparée par les camarades de la gauche ukrainienne Sotsialnyi Rukh pour exprimer le sens de la rencontre qu'ils avaient coorganisée à Lviv du 4 au 8 mai avec la délégation¹ du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine².

Cette vision ancrée sur la lutte de libération nationale et sociale du peuple ukrainien et remontant à l'ordre mondial impose d'abord la survie d'un peuple dans la dignité. Donc de se lier à lui, d'écouter ce qu'expriment les acteurs et actrices des secteurs stratégiques de la survie et résistance du pays : des transports ferroviaires et publics aux hôpitaux, des associations d'aide aux personnes déplacées à la lutte contre les discriminations que la guerre accentue (Roms, LGBTQI+, etc.)... Le site du réseau mettra les liens concrets facilitant les jumelages, les convois et les rencontres combinant aide concrète et luttes pour des droits.

Il faut rompre avec le comportement qui prétend protéger ce peuple de la guerre à sa place et sans lui, en exigeant « la paix » tout en niant son existence – exactement comme le voulait Poutine. Les liens directs que nous avons établis visent aussi à résister aux terribles guerres de propagande, autres dimensions de la guerre en cours. Le site de notre réseau, les vidéos issues des entretiens réalisés, les groupes de travail thématiques et argumentaires permettront de concrétiser l'exigence d'un point de vue indépendant de tout gouvernement – ukrainien, russe ou occidental. Les avancées récentes sont bel et bien venues de la population ukrainienne – pas des choix des grandes puissances. Mais rien n'est assuré dans l'avenir.

La résolution préparée par Sotsialnyi Rukh l'exprime :

« Le 24 février 2022, l'impérialisme russe

a lancé une agression contre l'Ukraine. [...] Alors que nombre de politiciens à l'Ouest comme en Russie pronostiquaient que l'Ukraine tomberait en peu de jours, la grande mobilisation du peuple ukrainien dans toutes les sphères de la vie et le combat héroïque de la résistance ukrainienne montrent à quel point cette vision était erronée. Pourtant, de nombreux pays européens continuent de financer la machine de guerre russe en achetant du pétrole et du gaz russes.

Dans le même temps, le peuple ukrainien est lésé par les réformes adoptées dans l'intérêt des plus riches, avant et même pendant la guerre. Ces décisions politiques ont pour effet de déplacer le fardeau de la guerre sur la majorité de la population. Les exemples sont la réduction des garanties des droits du travail pour les employés et la réduction des impôts pour les propriétaires d'entreprise. Ces changements s'accompagnent d'un démantèlement croissant de la sphère sociale, qui crée des conditions insupportables pour les Ukrainiens touchés par la guerre.

[...] **À quelles conditions et à quel coût la reconstruction aura lieu après la guerre, c'est une question urgente. Une reconstruction fondée sur la primauté de la politique néolibérale conduirait à une pauvreté encore plus grande et à une oligarchie encore plus forte. La restauration complète de l'Ukraine et de son rôle dans la fourniture de biens de base aux populations les plus défavorisées du monde est impossible sans changer le cours de la politique**

socio-économique aux niveaux national et mondial. La réponse à l'agression russe doit être la solidarité des peuples du monde ».

Outre la lutte pour l'abolition de la dette ukrainienne exigée par nos camarades, trois axes particuliers doivent se construire : d'une part, à partir des sanctions envers la Russie poutinienne, l'exigence d'un infléchissement radical de la lutte pour accélérer les politiques de transition sociale et environnementale ; d'autre part les enjeux multiples du réseau féministe – impliquant des féministes ukrainiennes, polonaises et russes. Cet axe intègre l'action concrète d'aide aux réfugiés et la lutte pour le droit à l'avortement et contre le trafic des femmes et des enfants. Enfin la poursuite et convergence de divers projets et liens syndicaux internationaux³. **Tous ces axes sont complexes et soulèvent les défis majeurs auxquels nos camarades ukrainienNES se confrontent. Aidons-les.** Nous avons récemment lancé une cagnotte afin de les soutenir : <https://nouveauanti-capitaliste.org/solidariteukraine>. Le collectif français du réseau ainsi que ses groupes de travail sont prêts à vous accueillir pour construire un internationalisme par en bas. □

1) Elle comportait des éluEs et activistes d'organisations politiques syndicales ou associatives du Danemark, de Finlande, de Pologne, Suisse, Belgique, Angleterre, Catalogne et France (Ensemble ! Association Frantz Fanon, PEPS et NPA – Olivier Besancenot et moi-même).

2) Voir son site <https://ukraine-solidarity.eu/>

3) Cf. <https://ukraine-solidarity.eu/to-read/syndicalistes-dans-la-guerre-en-ukraine-tmoignages>